

APRÈS LES DERNIÈRES PLUIES SALVATRICES **La saison agricole sauvée ?**

Après un mois de janvier sec et doux, les services météo prédisent des semaines à venir plutôt humides. En effet, plusieurs wilayas vivent depuis quelques jours au rythme d'un changement météorologique brusque marqué par une baisse des températures et des pluies abondantes. Cet épisode pluvieux est bénéfique pour l'agriculture et peut sauver la saison agricole, s'il persiste. P 3



SALIMA MESRATI L'A SOULIGNÉ **L'Algérie est déterminée à lutter contre la corruption**

La présidente de la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, Salima Mesrati, a déclaré que l'Algérie, qui abrite à partir de ce mardi les travaux de la 12ème réunion du comité exécutif de l'Association des organismes africains de lutte contre la corruption, est déterminée à faire face au phénomène de corruption en exploitant divers canaux et mécanismes.

P 2

2^e ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL DU FER, DE L'ACIER ET DES PRODUITS MINIERS

La valorisation des mines en ligne de mire



Photo Zinou

La 2^e édition du Salon international du fer, de l'acier et des produits miniers (Metal, Steel and Mining Algeria Expo 2024) a ouvert ses portes, hier, au Palais d'exposition d'Alger. Placé sous le patronage du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, ce Salon sera organisé sous le thème : « Les clés de l'avenir métallique » et vise à être « une plateforme exceptionnelle pour les professionnels du secteur ».

P 5

CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL **Signature de deux accords avec l'ONSC et le CSJ**

Le Conseil économique, social et environnemental (CNESE) a signé, mardi à Alger, deux accords de partenariat avec, respectivement, l'Observatoire national de la société civile (ONSC) et le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), dans l'objectif de partager l'expertise du CNESE afin de consolider le service de la société civile et de mettre en valeur le potentiel des jeunes algériens.

P 3

INCUBATEURS UNIVERSITAIRES

**Plus de 6.000 projets inscrits
dans le cadre du mécanisme
«un diplôme, une Stratup»** P 2

UNITÉ DES TUBES SANS SOUDURE
DE SIDER EL HADJAR D'ANNABA

**Arrêt préventif
de la production suite
à une panne technique** P 5

SONATRACH

**Signature
d'un protocole d'accord
avec «Sinopec»** P 4

AGRICULTURE

Cherfa préside la 4^e réunion d'évaluation du RGA

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, M. Youcef Cherfa, a présidé, lundi à Alger, la 4^e réunion d'évaluation de la Commission nationale de Recensement Général de l'Agriculture (RGA), avec la présentation de l'évaluation préliminaire de l'opération du dernier recensement au niveau de 6 wilayas pilotes, indique le communiqué. La 4^e réunion du RGA présidée par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, président de la commission a vu la présentation de l'évaluation préliminaire de l'opération du dernier recensement pilote effectué du 18 février au 3 mars 2024 au niveau de six wilayas pilotes, précise la même source. La Commission a examiné plusieurs points liés notamment à la campagne médiatique qui accompagnera le RGA, à la formation des agents de recensement et au renforcement des moyens logistiques mobilisés pour cette opération, conclut le communiqué.

SALIMA MESRATI L'A SOULIGNÉ

L'Algérie est déterminée à lutter contre la corruption

La présidente de la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, Salima Mesrati, a déclaré que l'Algérie, qui abrite à partir de ce mardi les travaux de la 12^{ème} réunion du comité exécutif de l'Association des organismes africains de lutte contre la corruption, est déterminée à faire face au phénomène de corruption en exploitant divers canaux et mécanismes.

Par Slimane T

Elle a indiqué, dans son discours d'ouverture que la première stratégie nationale de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption a été lancée le 15 juillet 2023 sous le haut patronage du Président de la République. Elle constitue une feuille de route pour l'élaboration de plans-programmes sectoriels et pratiques, selon des indicateurs mesurables pour la période s'étendant entre 2023 et 2027. Elle a également évoqué la mise en œuvre de mesures visant à renforcer la transparence et à prévenir et combattre la corruption, notamment l'indice d'efficacité et le réseau algérien de transpa-

rence « Nous vous voyons NARA-KOUM » pour suivre la mise en œuvre de la stratégie nationale et encourager la participation de la société civile et les médias dans la prévention et la lutte contre la corruption. Pour rappel, la réunion dure deux jours et s'inscrit dans le cadre des activités internationales de l'autorité, à travers lesquelles elle cherche à renforcer la coordination et à intensifier la coopération entre les pays africains dans le domaine de la lutte contre la corruption dans le cadre de la Convention de l'Union africaine pour prévenir et Combattre la corruption et la Convention des Nations Unies contre la corruption.

Cette réunion s'inscrit dans le cadre des «efforts consentis par l'Algérie en matière de prévention et de lutte contre la corruption aux niveaux national et international, et intervient suite à l'adhésion de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption à l'AAACA, en tant que membre du Comité exécutif de l'association, représentant la région d'Afrique du Nord». Présidé par la République arabe d'Egypte, ce Comité exécutif est composé de l'Algérie en tant que membre et des représentants des Républiques du Mali, du Cameroun, de la Tanzanie, du Congo, de la Sierra Leone et du Zimbabwe.

INCUBATEURS UNIVERSITAIRES

Plus de 6.000 projets inscrits dans le cadre du mécanisme «un diplôme, une Stratup»

Au total, 6.075 projets ont été inscrits au niveau des incubateurs universitaires à travers le territoire national durant la première année de mise en application de l'arrêté ministériel n 1275 du 27 septembre 2022 portant sur le mécanisme "un diplôme, une Startup", a indiqué, lundi à Tizi-Ouzou, l'universitaire Sabrina Chikh Amnache, membre de la Commission nationale de coordination et de suivi de l'innovation et des incubateurs universi-

taires (CNCSIUU). Intervenant au colloque national sur "Les Startup du numérique: contours théoriques et éclairages empiriques", abrité par l'université Mouloud Mammeri, Mme Amnache a noté que sur ces 6.075 projets, 5.933 ont été inscrits en master, 134 en licence et 8 en doctorat, relevant que pas moins de 6.58 projets ont été soutenus. Selon le même bilan, le nombre de demandes de brevets formulé à travers l'ensemble des incubateurs du pays est de

1.408, alors qu'un total de 405 labels de projets innovants ont été obtenus, parmi lesquels 12 ont eu le label startup. 1.700 projets ne rentrant pas dans le cadre de l'arrêté 1275 ont été réorientés Petite et moyenne entreprise (PME), a observé la communicante. Mme Amnache a relevé que depuis la création de la CNCSIUU, et la mise en œuvre de l'arrêté 1275, "une dynamique exceptionnelle s'est enclenchée se traduisant par la naissance, au sein des universi-

tés algériennes, d'un nouvel état d'esprit orienté vers la créativité". Ce colloque de deux jours est organisé par le laboratoire de recherche "Développement, économie, finance et institutions" et l'équipe de recherche "Economie numérique et Technologies de l'Information et de la Communication: émergence, usage et effets", de la faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion. Il s'articule autour de sept axes qui sont "Les Start-up nu-

mériques: émergence et fondements théoriques", "Le processus de création et de croissance des start-up du numérique", "Le financement des start-up numériques", "Le Management des start-up numériques", "L'écosystème des start-up du numérique: incubateurs, milieu et territoire", "Les Start-up, universités et recherche scientifique, et "Les politiques publiques en faveur des start-up du numérique".

R E.

SALON NATIONAL DE L'AVICULTURE ET DES ALIMENTS DE BÉTAIL

48 exposants à la 1^{ère} édition à Sétif

La première édition du salon national de l'aviculture et aliment de bétail s'est ouverte lundi à Sétif avec la participation de 48 exposants venus de plusieurs wilayas. Ouverte par le wali, Mustapha Limani sous une tente géante dressée à la cité El Hidab, cette manifestation rassemble jusqu'au 7 mars courant 48 expo-

sants venus de 15 wilayas du pays, a indiqué à l'APS Hamza Benmekhlouf, secrétaire général de la chambre de l'agriculture de la wilaya coorganisatrice du salon avec la chambre nationale de l'agriculture, la fédération nationale des aviculteurs et une entreprise privée. Selon la même source, le choix de Sétif pour la tenue du salon s'explique

par le fait qu'elle constitue un pôle important de la filière occupant la deuxième place à l'échelle nationale en termes de production de poulets de chair et de poules pondeuses. La manifestation offre un espace d'échange entre les opérateurs de la filière et leurs partenaires et de découverte des nouvelles techniques afin de développer la

production et consolider les connaissances des éleveurs, a ajouté Benmekhlouf. Le salon s'inscrit également dans le contexte des mesures anticipées prises par l'Etat pour assurer la disponibilité des viandes blanches et la stabilité de leurs prix durant le mois du Ramadhan. (APS)

Quotidien économique

Les Enjeux

Édité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

APRÈS LES DERNIÈRES PLUIES SALVATRICES

La saison agricole sauvée ?

Après un mois de janvier sec et doux, les services météo prédisent des semaines à venir plutôt humides. En effet, plusieurs wilayas vivent depuis quelques jours au rythme d'un changement météorologique brusque marqué par une baisse des températures et des pluies abondantes. Cet épisode pluvieux est bénéfique pour l'agriculture, et peut sauver la saison agricole, s'il persiste.

Par Réda Hadi

Dans ce contexte, Pr Brahim Mouhouche qui s'est exprimé chez nos confrères de la chaîne nationale, estime, que les fortes précipitations qui sont enregistrées depuis quelques jours et qui sont encore attendues pour les jours à venir, sont très bénéfiques pour l'année agricole. Pour cet expert, « chaque millimètre qui tombe du ciel, représente 10 m3 d'eau par hectare » Si plusieurs wilayas du pays sont actuellement sous l'effet de changements météorologiques brusques, et offrent un répit bienvenu pour l'agriculture, des inquiétudes planent toujours quant à leurs capacités de remédier au contexte de stress hydrique qui prévaut depuis un moment. Quels sont les impacts positifs de ces dernières averses alors. Ces pluies sont évidemment bénéfiques pour la terre, car celles qui arrivent entre le mois d'octobre et le mois d'avril, ne peuvent être que salvatrices. Sauf le bénéfice des pluies dépend de divers facteurs tels que la quantité de pluie, la répartition dans le temps, les besoins en eau des cultures, la capacité de stockage des barrages, etc. Un optimisme partagé par l'expert Mouhouche, qui espère que la tendance se confirme les jours prochains « si les précipitations se poursuivent jusqu'à fin mars ou début avril, nous pourrions espérer sauver la saison agricole, y compris pour les céréales. »Celui-ci souligne par ailleurs, que c'est de l'or qui est tombé du ciel.

« Chaque millimètre qui tombe du ciel, représente 10 m3 d'eau par hectare », indique-t-il, rappelant que « dans certaines régions, il est tombé jusqu'à 110 millimètres ». Une situation inédite depuis des années car « cela fait au moins 15 ou 20 ans que nous n'avons pas vu ce genre de pluies ». « Ces pluies sont tombées à pic et sont bénéfiques pour tout type de culture, y compris pour le moral des agriculteurs », souligne encore l'agronome. Pour Mme T Sihem, ingénieure agronome, des pluies régulières et suffisantes sur une période prolongée sont nécessaires pour recharger les nappes phréatiques et remplir les barrages de manière bénéfique pour l'agriculture et l'approvisionnement en eau. Elle a rappelé dans ce sens que, les précipitations du mois de novembre dernier, ont été suffisantes pour ne pas compromettre le rendement agricole. La spécialiste précise que s'il pleut à un rythme soutenu, pendant les mois de mars et avril, « on pourra dire avec certitude que la saison agricole est sauvée ». Elle émet par ailleurs des réserves concernant le taux de remplissage des barrages. Certes suite aux pluies survenues au début du mois de janvier dernier, le taux de remplissage des barrages n'était établi qu'à 34%. L'expert pour sa part estime que les sols sont en train de récupérer leur réserve utile. Il précise à ce sujet, que « Plusieurs barrages ont commencé à déborder, notamment celui de Beni Haroune (Mila) dont la capacité est de pratiquement 1 milliard de m3 d'eau et qui alimente 5 wi-

layate de l'est de l'Algérie », poursuit-il et pense que cette situation est bénéfique pour les nappes phréatiques « après plusieurs années de sécheresse, les sols sont en train de récupérer leur réserve utile et réalimenter les nappes phréatiques dont le niveau n'a fait que baisser depuis des années ». L'épisode pluvieux devrait se poursuivre selon les services météorologiques, ce qui permettra de stocker davantage d'eau, insiste le spécialiste : « les prochaines pluies vont encore remplir davantage les barrages ainsi que les retenues collinaires, dont le nombre dépasse les 500 ». Toutefois, estime Sihem T, il est peu sûr que cela suffise à remplir de manière significative les barrages dont le taux de remplissage demeure faible. Pour elle, il faudrait une quantité d'eau beaucoup plus conséquente pour « espérer voir les barrages se remplir de façon significative ». Pour autant, elle tient à rappeler que le côté positif, c'est que ces précipitations contribuent en premier lieu, « à recharger les nappes phréatiques ». « Certaines précipitations qui tombent sur les terres peuvent s'infiltrer dans le sol et devenir des eaux souterraines, grâce à un processus appelé infiltration ». Selon les derniers bulletins de Météo Algérie, le mauvais temps persistera encore. Les pluies seront en revanche, plus éparses. Les pluies de février peuvent être bénéfiques pour l'agriculture, car elles contribuent à la recharge des nappes phréatiques et à l'irrigation des cultures.

CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Signature de deux accords avec l'ONSC et le CSJ

Le Conseil économique, social et environnemental (CNESE) a signé, mardi à Alger, deux accords de partenariat avec, respectivement, l'Observatoire national de la société civile (ONSC) et le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), dans l'objectif de partager l'expertise du CNESE afin de consolider le service de la société civile et de mettre en valeur le potentiel des jeunes algériens. La cérémonie de signature de ces deux accords de partenariat a été organisée en marge de la tenue de la 5e session de l'Assemblée générale plénière du CNESE en présence de sa présidente, Rabea Kharfi, du président de l'ONSC, Nouredine Benbrahim, et du président du CSJ, Mustapha Hidaoui, ainsi que des membres du Conseil et des cadres des deux institutions. Le premier accord entre le CNESE et l'ONSC vise à « profiter des compétences du CNESE, doté de commissions qui renferment des chercheurs et spécialistes dans le domaine socio-économique, pour les mixer avec la dynamique de la société civile et renforcer ses capacités dans ces domaines, à travers des initiatives et des projets qui vi-

sent à renforcer le dialogue aux niveaux, local, régional, national et international dans des thématiques prioritaires pour notre société tels que l'environnement et l'intégration économique », a expliqué M. Benbrahim. Il sera, également, question, selon lui, « de profiter de l'évaluation scientifique des politiques publiques du CNESE avec des bilans et des indicateurs pour les intégrer dans le plaidoyer de la société civile par rapport aux préoccupations du citoyen, afin d'améliorer le service de la société civile ». S'agissant du second accord, il a pour but de « créer une complémentarité des efforts et des actions des deux institutions afin de bâtir l'Algérie nouvelle, en s'appuyant sur l'expérience et l'expertise du CNESE et les études qu'il a effectué, ainsi que l'échange et l'approfondissement du débat entre les deux institutions sur certaines questions considérées comme importantes dans le parcours stratégique que le CSJ, qui vise à les concrétiser entre 2023 et 2033 », a indiqué M. Hidaoui. Le président du CSJ a envisagé, en outre, de plaider ensemble l'investissement sur le potentiel des jeunes algériens dans différents do-

maines économiques. Pour sa part, M. Kharfi a rappelé dans son discours d'ouverture l'engagement du CNESE pour promouvoir le dialogue social, soulignant qu'au-delà des missions d'évaluation et d'expertise, le Conseil « est une institution fédératrice et de confluence des énergies, et un espace d'expression, authentiquement libre, des attentes multiformes ». Elle a, aussi, mis en avant « la pluralité » de la composante humaine et sociale du Conseil, forte de son expérience qui constitue, selon elle, « le socle fertile des initiatives citoyennes, en appui aux autres institutions, à l'instar de l'Observatoire national de la société civile, le Haut Conseil de la jeunesse, avec lesquelles « nous entamons, à travers la signature de conventions de collaboration, une action commune et fructueuse », a-t-elle souligné. Cette collaboration qui représente, ajoute-elle, « l'une des dimensions essentielles de notre action que nous comptons bien renforcer avec d'autres partenaires agissants, à l'instar du médiateur de la République et autres institutions culturelles, sociales et sociales »

5^e SESSION DE L'AG DU CNESE

Kharfi salue l'augmentation des salaires des travailleurs et des pensions de retraite

Le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) a tenu, hier à Alger, la 5e session de son Assemblée générale, avec au menu l'examen des divers rapports sur les activités du Conseil tout au long de l'année 2023. Lors de cette session plénière, présidée par Rabea Kharfi, présidente du CNESE, le rapport annuel d'activités, qui retrace la substance des réalisations principales de l'année passée, a été présenté et adopté à la majorité. Les travaux de l'Assemblée générale, tenus au Palais des Nations, ont été marqués également par la présentation des rapports des commissions permanentes du Conseil, élaborés au cours de l'exercice passé, couvrant un large éventail de thématiques, notamment, le développement et la valorisation des terres agricoles, en particulier dans les régions sahariennes, la santé dans les régions du Sud, la politique de soutien à l'emploi, la question de la gestion des déchets, ainsi que la diplomatie culturelle et religieuse. Dans son discours d'ouverture, Mme Kharfi, a souligné l'importance de recentrer les activités du Conseil autour de ses missions originelles qui sont la promotion du dialogue social, l'évaluation des politiques publiques ainsi que la veille et la prospective, afin d'augmenter l'impact et la visibilité de ses missions, « avec un meilleur impact, de meilleurs résultats et une plus grande utilité ». Elle a considéré que le CNESE doit être « plus percutant, plus dans la proximité pour évaluer les politiques et les programmes publics, à travers l'anticipation, la veille et la prospective et le développement du dialogue social ». Mme Kharfi a souligné, dans ce sens, que le Conseil est « un espace où se construit et se fabrique le consensus entre différentes parties prenantes de l'économie, de la société et qui agissent dans différents domaines qui intéressent les différents partenaires et le citoyen, plus particulièrement ». Elle a expliqué qu'une nouvelle dynamique est en train d'être implémentée pour aller améliorer les missions du CNESE. La présidente du CNESE a réaffirmé également la « disponibilité totale » du Conseil pour la prise en charge des saisines, en déployant toute son énergie et ses moyens. Elle a rappelé, dans ce cadre, les efforts réalisés en faveur des réformes engagées pendant ces quatre dernières années dans différents domaines, tels que l'éducation, la santé, l'habitat, l'eau et l'assainissement, les réseaux de mobilité et du numérique, ou encore le système de protection sociale, considéré parmi les plus généreux au monde, estimant que ces réformes « sont remarquables et traduisent la concrétisation des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune ». Mme Kharfi a, également, mis en avant le rôle de l'ensemble des dispositifs mis en place par les pouvoirs publics, et faisant partie de ces engagements, notamment le rehaussement, « significatif », des salaires des travailleurs et des pensions de retraite, destinés à soutenir le pouvoir d'achat du citoyen, mais aussi la promotion et la valorisation des ressources humaines dans la stabilité du climat social en Algérie.

SONATRACH Signature d'un protocole d'accord avec "Sinopec"

Le groupe Sonatrach et son partenaire chinois "Sinopec" ont signé lundi un protocole d'accord, tra-
duisant la volonté des parties à
consolider leurs relations existantes et
d'étendre leur coopération, à travers
de nouvelles opportunités de partena-
riat dans le domaine de l'exploration
et l'exploitation des hydrocarbures, in-
dique un communiqué de Sonatrach.
Le protocole d'accord a pour objet de
"définir le cadre de coopération entre
les parties dans la perspective de
conclure un contrat d'hydrocarbures
sur le périmètre en exploration Hassi
Berkane Nord, sous l'égide de la Loi n
19-13 régissant les activités hydrocar-
bures", explique le groupe. Le com-
muniqué a, par ailleurs, rappelé que la
société "Sinopec" est présente en Al-
gérie depuis 2002 et exploite avec So-
natrach le gisement de Zarzaitine,
dans le cadre d'un contrat d'associa-
tion ayant pour objet, la récupération
et la valorisation des hydrocarbures
de ce gisement.

ALNAFT Attribution d'une attestation de pré- qualification d'opérateur- investisseur à la compagnie saoudienne «Midad Energy»

L'Agence nationale pour la valori-
sation des ressources en hydro-
carbures (ALNAFT) a attribué,
lundi, une attestation de pré-qualifica-
tion au profit de la compagnie "Midad
Energy", pour l'investissement dans le
domaine des hydrocarbures en Algé-
rie. "L'Agence nationale pour la valori-
sation des ressources en
hydrocarbures (ALNAFT) a procédé,
le lundi 4 mars 2024, à la remise
d'une attestation de pré-qualification,
établie au profit de la compagnie
Midad Energy", a-t-elle précisé dans
un communiqué. La cérémonie de re-
mise de cette attestation, présidée par
le président du Comité de direction
d'ALNAFT, Mourad Beldjehem, s'est
déroulée en présence de membres du
Comité de direction de l'Agence et du
Président directeur général (PDG) de
la compagnie "Midad Energy", Sheikh
Abdulah Bin Mohammed Bin Abdul-
lah Al-Aiban, accompagnée d'une dé-
légation, a ajouté la même source.
L'approbation de la demande de pré-
qualification de la compagnie "Midad
Energy" est pour une durée de cinq
(5) années en qualité d'opérateur-in-
vestisseur onshore, a fait savoir AL-
NAFT, tout en soulignant que cette
approbation "vient renforcer la liste
des compagnies et partenaires pré-
qualifiés pour l'investissement dans le
domaine des hydrocarbures en Algé-
rie". "Les efforts de promotion dé-
ployés par l'Agence ALNAFT, dans le
cadre de la Loi 19-13 sur les hydro-
carbures, demeurent permanents
pour la promotion du domaine minier
Algérien encore largement sous ex-
ploré", a-t-on souligné par ailleurs de
même source.

FINANCES/ENERGIE

Les programmes d'investissement examinés

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd et le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, ont présidé conjointement, lundi, une réunion de concertation en vue de résoudre les difficultés liées à la réalisation du portefeuille de programmes d'investissement du secteur de l'énergie et des mines, a indiqué un communiqué du ministère.

Par R.E.

Cette réunion, qui rentre dans le
cadre des réunions bilatérales
visant à renforcer la concerta-
tion avec les secteurs stratégiques et les
principaux allocataires budgétaires, a
regroupé des hauts responsables des
deux départements, a précisé la même
source. "Cette réunion s'inscrit dans le
contexte de la mise en œuvre de la Loi
organique relative aux lois de Finances
(LOLF) et marquant le début de la
deuxième année de la réforme budgé-
taire", a ajouté le communiqué. Tout
en soulignant que "l'objectif principal
est d'approfondir la concertation,
d'identifier les contraintes et de réso-
udre les difficultés liées à la réalisation
du portefeuille de programmes d'in-
vestissement du secteur de l'énergie et
des mines", le ministère a noté que
"cette initiative s'inscrit également
dans une perspective de recherche de
performance accrue dans l'exécution
des programmes d'investissements. A

cette occasion, M. Faïd a exprimé sa
reconnaissance envers la réactivité et
le répondant exemplaire du secteur de
l'Energie, notamment dans le domaine
de la mise en œuvre de la réforme
budgétaire. De son côté, M. Arkab a
tenu à saluer les efforts des structures
du ministère des Finances pour leur
accompagnement déterminant dans le
développement de son secteur. Souli-
gnant le rôle central du secteur de
l'énergie dans l'économie nationale, les
deux ministres ont mis en lumière "ses
enjeux cruciaux, notamment en tant
que pilier de la croissance écono-
mique, de la sécurité énergétique et de
la transition vers des sources durables,
ainsi que son rôle stratégique dans le
développement socio-économique du
pays". A ce sujet, le ministre des Fi-
nances a précisé que cette réunion per-
mettra ainsi de renforcer l'engagement
à surmonter les défis spécifiques du
secteur de l'énergie et à promouvoir
des initiatives ciblées favorisant son
expansion et sa durabilité. "Les discus-

sions approfondies ont permis d'iden-
tifier des axes concrets pour améliorer
la performance dans l'exécution des
programmes d'investissements du sec-
teur de l'Energie et des Mines", a fait
savoir le communiqué faisant état que
"des engagements clairs ont été pris
pour surmonter les contraintes, avec
une emphase particulière sur la néces-
sité de soutenir le secteur énergétique
en tant que levier essentiel de l'écono-
mie nationale". "Les résultats de cette
réunion soulignent la volonté com-
mune de maximiser l'efficacité budgé-
taire, d'encourager l'innovation et de
favoriser un développement équilibré
et durable", a-t-on encore souligné de
même source, assurant que "à l'issue
de cette réunion, les deux ministres
ont exprimé leur disponibilité à tra-
vailler de concert pour surmonter les
défis actuels et contribuer activement
à la prospérité économique et énergé-
tique du pays".

LE MINISTRE DE LA PÊCHE REÇOIT DES RESPONSABLES DU GROUPE COSIDER

Les moyens de développer l'aquaculture évoqués

Le ministre de la Pêche et
des Productions halieu-
tiques, Ahmed Badani a
reçu, lundi à Alger, le PDG du
groupe COSIDER, Hamid Khem-
liche, accompagné du Directeur
général (DG) de COSIDER
Agrico, Noureddine Bacha, avec
lesquels il a évoqué les moyens
de développer l'aquaculture dans
le cadre des facilités juridiques
en vigueur, a indiqué un commu-
niqué du ministère.
Cette réunion, qui s'est déroulée
au siège du ministère en pré-
sence de cadres du secteur, a
été l'occasion de présenter les
opportunités de développement
de la filière aquacole, précise le
communiqué, ajoutant que le mi-
nistre a passé en revue les me-
sures incitatives prévues dans la
loi de finances (LF-2024) au pro-
fit des producteurs et éleveurs
du tilapia rouge, et a souligné le
suivi constant des différents in-
vestissements réussis en la ma-
tière.
A ce propos, M. Badani a salué
l'expérience pionnière de COSI-
DER dans ses bassins d'irriga-
tion agricole dans les wilayas de
Khenchla et Biskra, d'une capa-
cité de production qui devrait at-
teindre 200 tonnes en 2024, sou-
lignant que le secteur misait sur
la contribution active de COSI-
DER à la réalisation des objectifs
stratégiques tracés pour déve-
lopper la filière aquacole en eau
douce. Il a, en outre, affirmé que
l'accompagnement permanent et
la mise en place de nombreuses
mesures incitatives au profit des

investisseurs vise à créer une
chaîne de production intégrée, à
commencer par le développe-
ment de l'activité de production
d'alevins et de fabrication d'ali-
ments piscicoles et le soutien à
la recherche scientifique, jusqu'à
l'instauration d'une industrie de
transformation des produits
aquacoles à travers la création
d'un tissu institutionnel privé ca-

pable de satisfaire les besoins
du marché national et de s'orien-
ter ensuite vers l'exportation,
ajoute la même source. De son
côté, le PDG du groupe COSI-
DER a souligné la disponibilité
de sa société, qui contrôle l'en-
semble du processus de produc-
tion du tilapia rouge, à augmen-
ter ses investissements en ma-
tière d'élevage de ce type de

poisson d'eau douce dans ses
bassins d'irrigation agricole, et à
développer l'activité de produc-
tion d'alevins.
Au terme de cette rencontre, M.
Khemliche a réaffirmé la pleine
disposition de COSIDER Agrico
à contribuer à l'approvisionne-
ment du marché national en tila-
pia rouge durant le mois de Ra-
madhan.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 05 مارس 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date : 05 mars 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة			المنتجات
DA / Kg		متوسط	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	64	71	56	البطاطا
	Tomate	89	101	76	الطماطم
	Oignon sec	77	84	70	البصل الجاف
	Ail sec	490	553	427	الثوم الجاف
	Carotte	68	77	59	الجزر
	Navet	66	74	58	لفت
	Chou-fleur	71	80	63	قرنبيط
	Choux	61	69	53	كرنب
	Courgette	100	111	89	الكوسة
	Haricot vert	367	390	343	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	90	100	80	الخس
	Pomme locale	448	567	330	التفاح المحلي
	Datte	566	695	437	التمر
	Orange	136	165	107	البرتقال
	Mandarine	181	210	151	الماندرين
	Banane	336	347	326	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1737	1874	1600	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	490	503	477	الدجاج
	Œufs (Unité)	21	23	20	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	94	99	89	حليب البقر (لتر)

2E ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL DU FER, DE L’ACIER ET DES PRODUITS MINIERS

La valorisation des mines en ligne de mire

La 2e édition du Salon international du fer, de l’acier et des produits miniers (Metal, Steel and Mining Algeria Expo 2024) a ouvert ses ports, hier, au Palais d’exposition d’Alger. Placé sous le patronage du ministre de l’Industrie et de la Production pharmaceutique, ce Salon sera organisé sous le thème : « Les clés de l’avenir métallique » et vise à être « une plateforme exceptionnelle pour les professionnels du secteur ».

Par Sirine R

Cette édition a accueilli 100 exposants nationaux et internationaux, représentant les différents secteurs de l’industrie du fer, de l’acier et des produits miniers, notamment des producteurs et des transformateurs d’acier et de produits miniers, des équipementiers, des entreprises de transport et de logistique, des collecteurs de déchets ferreux et non ferreux, des cabinets d’audit et de contrôle de qualité, ainsi que des institutions financières et des investisseurs. Cette deuxième édition a été marquée par la participation de délégations officielles et des entreprises en provenance de pays tels que la Turquie, la Chine, l’Inde, la Russie, la Tunisie, l’Egypte, la France et la Mauritanie, indiquent les organisateurs du salon. Les représentants des ministères de l’Industrie et celui de l’Energie et des Mines

ont mis en avant les efforts consentis jusqu’à par l’Algérie pour le développement et la valorisation de l’exploitation des mines. En effet, le développement en cours de grands projets du secteur minier au niveau national doit permettre de mieux approvisionner l’industrie algérienne en matières premières et réduire la facture des importations. «Le développement du secteur minier suit les orientations des politiques publiques visant à exploiter de manière durable les ressources minières du pays, afin de soutenir leur transformation au niveau de l’industrie nationale, dans le but de créer de la plus-value locale et d’exporter par la suite à l’étranger», a souligné la directrice générale des Mines au ministère de l’Energie et des Mines, Nadjiba Bourenane, en marge de la cérémonie d’ouverture de la 2ème édition du Salon international du fer, de l’acier et des produits miniers. Dans ce cadre, Mme Bourenane a fait savoir que

plusieurs études sont en cours pour encourager les projets miniers à travers le territoire national, afin de permettre la découverte de nouveaux gisements miniers, réduire les entraves techniques et réaliser les infrastructures annexes nécessaires pour une exploitation et un transport optimaux. Pour sa part, le directeur général du développement et du suivi du secteur public marchand, au niveau du ministère de l’Industrie et de la Production pharmaceutique, Karim Boudjemia, a estimé que le lancement de plusieurs grands projets miniers doit permettre de créer une dynamique au niveau de l’industrie nationale ainsi qu’une contribution importante dans la création d’emplois. Il a indiqué que les filières du fer et de l’acier ont connu un bon qualitatif ces dernières années, notamment avec la contribution des centres de recherche et de développement, avec l’objectif de préserver les ressources du pays.

UNITÉ DES TUBES SANS SOUDURE DE SIDER EL HADJAR D'ANNABA

Arrêt préventif de la production suite à une panne technique

Une panne technique, due à un incendie survenu dans une armoire électrique souterraine d’alimentation en électricité de l’unité des tubes sans soudure (TSS) du complexe Sider El Hadjar (Annaba), a entraîné un arrêt préventif de la production de l’unité qui reprendra bientôt après sa réparation, a-t-on appris mardi du Président-directeur général du groupe

Sider, Lamine Sedrati. Le même responsable a indiqué à l’APS qu’"une équipe de techniciens œuvrent actuellement à réparer la panne de l’armoire d’alimentation en électricité", assurant que "l’activité au niveau de l’unité TSS se poursuit par la livraison de son stock de tubes sans soudure évalué à près de 10 km aux clients du complexes". L’incident s’est produit

lundi-soir à la suite d’un court-circuit entraînant un incendie au niveau d’une armoire électrique destinée à alimenter l’unité, selon une première évaluation des dégâts limités, a affirmé le P-dg du groupe Sider. L’équipe d’hygiène et de sécurité de l’unité est intervenue aussitôt en coordination avec l’équipe anti-incendie de l’unité et a pris les mesures sécuritaires en coupant

toutes les sources d’énergie électrique, hydraulique et mécanique au sein de l’unité de production, a ajouté le même responsable. Le wali d’Annaba, Abdelkader Djellaoui et le directeur de wilaya de la Protection civile se sont rendus sur les lieux pour s’enquérir de la situation. L’activité de cette unité devra reprendre dans les "prochains jours", a-t-on indiqué.

LE DG DE PORT DE TNÉS, HADJI MOHAMMED

«La numérisation est une réalité au niveaux des ports»

Le DG de Port de Tnés, Hadji Mohammed, a fait savoir hier à Alger que les ports algériens ont adopté de nouvelles stratégies, visant notamment à accompagner les opérateurs économiques en facilitant la tâche. « On a préféré être ici à cette deuxième édition du Salon international du fer, de l’acier et des produits miniers (Metal, Steel and Mining Algeria Expo 2024) pour accompagner les opérateurs économiques, investisseurs et industriels », a-t-il souligné dans une déclaration à la presse, en détaillant la stratégie de son entreprise portuaire. « L’importance de notre présence consiste sur deux axes très importants à savoir l’accompagnement des industriels à travers l’offre de plusieurs facilitations en matière du traitement de leurs produits fini ou semi fini destiné à la com-

mercialisation à travers la mer. Cet accompagnement consiste également à mettre en place un dispositif de prise en charge dynamique et réel et dans un temps bien réduit et d’offrir une opportunité économique et opportunité concurrentielle. C’est deux concepts principaux à considérer qui permettra à nos industriels de se positionner sur le marché régional et international », détaille-t-il. Quant au deuxième axe, il concerne la digitalisation des fonctions portuaires. « Lorsque on dit les fonctions portuaires c’est-à-dire l’intervention des différents départements ministères et autres instances pour la concrétisation de l’opération de transit maritime de marchandises. La numérisation est devenue une réalité dans les ports algérien », assure-t-il.

Le Dg du Port de Tnés a indiqué qu’actuellement entre 92 à 95% de nos transactions sont effectuées par voie numérique. Une plateforme numérique dédiée aux industriels aux opérateurs économiques et dédié aux investisseurs. Ceci s’inscrit en étroite ligne avec les orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Ainsi, ajoute-t-il, « Nous avons mis en place une tarification préférentielle, on applique des révisions des prix, on applique aussi l’accompagnement minutieux et réel de nos opérateurs économiques pour faciliter le passage de leurs marchandises et surtout minimiser les coûts et les délais du traitement (embarquement et débarquement) des marchandises ». À titre d’exemple au niveau de Port de Tnés, dès l’arrivée du navire « on commence les opérations de déchar-

gements. Donc pas d’attente et pas de surestaries », précise-t-il. Et d’ajouter ; « On est arrivé aujourd’hui à traiter 5000 tonnes en 24h et 10 000 T en 48h ». En effet, grâce à cette nouvelle stratégie de numérisation, la gestion des ports algériens connaît une nette évolution et amélioration. Le séjour d’un bateau étranger en Algérie ne dépasse pas maintenant trois jours. En terme clair, les ports offrent actuellement des gains dans les délais et coûts (pas de surestaries). « On vient d’offrir une économie de 24 h pour les opérateurs économique dans un temps passé nous avons payé beaucoup comme même de surestaries mais aujourd’hui on fait à nos opérateurs des bénéfices en matière de traitement des navires dans le port », souligne l’intervenant.

S R.

BOURSE INTERNATIONALE DU TOURISME DE BERLIN

L’Algérie prend part à la 55^e édition

L’Office national du tourisme (ONT) et un groupe d’opérateurs touristiques nationaux de différentes régions du pays prennent part, à compter de mardi, aux travaux de la 55e édition de la Bourse internationale du tourisme (ITB) de Berlin (Allemagne), indique un communiqué de l’Office. L’Algérie "participe à cet événement depuis des années, eu égard à son importance et à l’attrait du marché touristique allemand, premier pourvoyeur de touristes au monde avec une moyenne de 100 millions de touristes par an", selon la même source. "Les touristes allemands préférant les destinations ensoleillées comme l’Algérie en hiver, les professionnels et les représentants du secteur veillent, à travers leur participation à cet événement, à mettre en valeur cet atout et à promouvoir la destination Algérie", ajoute le communiqué. Afin d’assurer une participation optimale à cet événement de trois jours, "un espace a été réservé au stand algérien, vitrine de notre patrimoine architectural et culturel, pour permettre à nos opérateurs de promouvoir et de commercialiser nos produits touristiques et de tenir des rencontres de travail avec différents opérateurs touristiques étrangers". Ce rendez-vous sera l’occasion pour les participants d’"intensifier leurs contacts avec les opérateurs touristiques étrangers", mais aussi de "promouvoir l’image touristique de l’Algérie auprès des médias présents". "Il sera également question de proposer et de distribuer des supports promotionnels en anglais aux visiteurs pour leur faire connaître les caractéristiques et les atouts de la destination Algérie", selon la même source. Les opérateurs algériens participeront à plusieurs rencontres et tables rondes programmées en marge de l’événement, "portant sur des thèmes liés au tourisme, aux défis à relever et aux nouvelles techniques en matière de commercialisation et de promotion touristique". La Bourse internationale du tourisme de Berlin, organisée au mois de mars depuis 1966, est la première exposition touristique spécialisée dans le monde. La manifestation a vu, l’année dernière, "la participation de 10.000 exposants de 161 pays, qui ont présenté leurs offres et services à plus de 50.000 visiteurs". Cette édition verra la participation de plus de 9.000 exposants et devrait attirer plus de 120.000 visiteurs de plusieurs pays. Plus de 7.000 représentants des médias seront également présents, conclut le communiqué.

R E.

ORAN

Près de 160 exposants au Salon international de l'industrie, de l'énergie, de la logistique et de l'exportation

La sixième édition du Salon international de l'industrie, de l'énergie, de la logistique et de l'exportation (Oran-Invest Expo) a été inaugurée, lundi au Centre des conventions "Mohamed Benahmed" à Oran, avec la participation d'environ 160 exposants nationaux et étrangers.

La cérémonie d'ouverture de cette manifestation économique, organisée par l'Agence "Sunflower Communication" et qui s'étale sur quatre jours, a été supervisée par le wali d'Oran, Saïd Sayoud, qui était accompagné du ministre libanais de l'Industrie, Georges Bouchekiane, ainsi que des Ambassadeurs d'Ethiopie, du Mozambique et du Burkina Faso en Algérie, en plus des Consuls généraux de France et de Turquie à Oran. Cette édition, qui est marquée par la participation des Ambassades de plusieurs pays d'Afrique, tels que l'Ethiopie, le Burkina Faso, le Mozambique, la Mauritanie et le Zimbabwe, constitue une aubaine pour les diplomates concernés pour se rapprocher des exposants et des professionnels en perspective de mettre en valeur les opportuni-

tés d'investissement direct et d'exportation des produits algériens et de discuter des moyens d'investir et de promouvoir les exportations avec l'Algérie. Lors de leur visite des différents stands du salon, les ambassadeurs ont exprimé leur volonté de conclure des accords de partenariat entre les opérateurs algériens et leurs homologues africains dans de nombreux domaines, dont entre autres l'industrie l'agroalimentaire, l'agriculture, les mines, le tourisme et les transports. Le salon rassemble environ 140 entreprises nationales publiques et privées spécialisées dans le domaine de l'industrie et de l'exportation, ainsi que des sociétés étrangères activant en Algérie et d'autres venues de Chine, d'Italie, de Turquie, du Vietnam, du Pakistan et d'autres pays, en plus d'établissements

bancaires et des compagnies d'assurance. Dans une déclaration à l'APS, le Commissaire du salon, Ahmed Haniche, s'est réjoui de la forte participation que connaît cet événement, constituée de Groupes économiques publics spécialisés dans l'industrie, l'énergie, l'électronique et le bâtiment, ajoutant que ce rendez-vous vise à "créer une dynamique économique, favoriser les partenariats et l'investissement, ainsi qu'offrir un espace d'échange entre professionnels et opérateurs économiques". Il est prévu, en marge de ce salon, la signature d'une quarantaine d'accords de partenariat entre opérateurs locaux et leurs homologues étrangers dans de nombreux secteurs comme l'industrie et le bâtiment. Et pour encourager les jeunes universi-

taires et ceux porteurs de projets innovants, un espace d'exposition a été mis gratuitement à la disposition de l'Ecole Nationale Polytechnique d'Oran, l'Université d'Oran 1 "Ahmed Ben Bella" et à 15 startups et auto-entrepreneurs de différentes wilayas. L'objectif est de leur permettre de se rapprocher des opérateurs économiques et, éventuellement, dénicher des opportunités pour la mise en exécution de leurs projets et leur financement. Au menu du salon, également, des conférences et des débats avec comme thèmes des sujets liés aux moyens de développement et de modernisation de l'activité économique, aux partenariats rentables, à l'encouragement des investissements et à la promotion des exportations, a-t-on souligné.

Achèvement des travaux de réalisation de plus de 1.200 logements promotionnels libres

Les travaux de réalisation de 1.228 logements promotionnels libres (LPL) à Oran, ont été achevés récemment, a-t-on appris, auprès de la Direction locale du Logement. Ce quota de logements est réparti à raison de 557 unités de type F3 à F5 et des duplexes implantés à haï Akid Lotfi, dans la commune de Bir El Djir, ainsi que 671 autres unités de la même formule de type F2 à F5, réalisées au niveau du carrefour de haï Felaoucene, dans la commune d'Oran, précise-t-on de

même source. Les gros œuvres de ces projets de logement ont été totalement achevés et portent, actuellement, sur les dernières retouches à apporter, avant leur livraison à leurs bénéficiaires, dès la finalisation des procédures administratives, a ajouté la même source. Ces nouveaux sites sont dotés de toutes les commodités, dont des appartements de haut standing, des aires de jeux pour enfants, des espaces de détente et de loisirs, ainsi que des locaux commerciaux,

selon la direction du Logement. Par ailleurs, la même direction prévoit la réception «au plus tard vers le mois de juillet prochain» de 699 logements promotionnels libres, dont le taux d'avancement des travaux, actuellement en cours au niveau du boulevard des Lions (Bir El-Djir), est estimé à 70 %. Il convient de rappeler que l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI), chargée du pilotage de cette formule d'accès au logement, avait annoncé au mois de février dernier, un avis de sous-

cription à l'adresse des citoyens de l'ensemble du territoire du pays et de la communauté nationale établie à l'étranger désireux d'accéder à ce type de logement réalisés dans 23 wilayas, dont celle d'Oran. Les citoyens ayant souscrit à ce programme sont conviés par l'ENPI d'effectuer leurs démarches pour l'achat des logements proposés à travers la plateforme numérique mise à leur disposition par l'entreprise. D'autre part, il est prévu également le lancement des

chantiers pour la réalisation de 910 logements LPL de types F1 à F5 et de duplexes au niveau de Mostaganem (734 unités), Maghnia (172 unités), ainsi qu'à Ghazaouet, dans la wilaya de Tlemcen (40 unités). L'étude pour la concrétisation de ce programme est achevée, en attendant l'annonce d'un avis d'appel d'offres national pour le choix des entreprises de réalisation et l'entame des travaux pour un délai n'excédant pas 24 mois, a-t-on fait savoir de même source.

PROTECTION CIVILE

Plus de 760 secouristes volontaires formés en 2023 à Ghardaïa

Pas moins de 769 secouristes volontaires de proximité (SVP) dont 393 femmes ont été formés, en 2023 aux premiers gestes de secours, de sauvetage et de prévention de risques, dans la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris auprès de la direction locale de la Protection civile. Initiés par la direction générale de la Protection civile depuis 2010, ces cycles de formation visent à ancrer la culture d'entraide et d'assistance aux personnes vulnérables chez les citoyens, à renforcer les capacités des secouristes en les initiant aux techniques d'intervention, de sauvetage et d'évacuation lors des catastrophes et autres accidents, a expliqué à l'APS, le chargé de la communication, le Lieutenant-colonel Mokhtar Boukabous, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la Protection civile (1 mars) ayant pour thème « Les technolo-

gies innovantes au service de la Protection civile ». Cette formation a permis à ces secouristes d'intervenir au besoin, afin de secourir leurs voisins, leurs familles mais également de veiller à leur sécurité en temps normal, a-t-il souligné. Et d'ajouter que pour les deux premiers mois de l'année 2024, pas moins de 319 personnes (168 femmes et 151 hommes) ont été formées comme secouristes. Au total 1.752 secouristes volontaires de proximité dont 744 femmes ont été formés aux premiers secours et aux modes d'interventions lors des catastrophes naturelles et humaines, par des experts de la Protection civile depuis 2019 dans la wilaya de Ghardaïa, a fait savoir le même responsable de ce corps constitué. Il a précisé que l'intervention des secouristes volontaires de proximité est cruciale aux premières heures qui suivent la catas-

trophe avant l'arrivée des équipes professionnelles de la Protection civile. Par ailleurs, 18.411 interventions ont été menées par les éléments de la Protection civile au niveau de la wilaya de Ghardaïa durant l'année 2023, soit en moyenne de 1.369 interventions mensuelles dont 12.085 opérations d'assistance aux personnes malades ou en danger, indique le bilan de cette institution. En outre, 1.050 accidents de la route survenus pour la plupart dans la Daïra de Ghardaïa, ont été enregistrés durant la même période, selon le bilan de la Protection civile qui fait état de 17 morts et 701 blessés. Les agents de la Protection civile ont également réussi à sauver d'une mort certaine 125 personnes piquées par des scorpions, et 14 personnes asphyxiées par le gaz d'oxyde de carbone. La couverture des risques dans la région

de Ghardaïa est assurée actuellement par neuf unités de la Protection civile opérationnelle et trois postes avancés situés à SebSeb, El Ateuf et Chaabat EL Nichen, signale-t-on. A l'occasion de la Journée mondiale de la Protection civile, célébrée dimanche en présence des autorités locales, des journées portes ouvertes ont été organisées au siège de l'unité principale de cette institution, et ce, à l'effet de mettre en valeur les actions de la Protection civile de Ghardaïa et de sensibiliser la population sur l'importance de la prévention contre les risques d'accidents, d'inondation, d'inhalation de gaz et d'incendies. Cette manifestation constituait pour le public une occasion à l'effet de prendre connaissance des efforts déployés avec esprit d'abnégation et de sacrifice par les éléments de la Protection civile.

NICHES FISCALES ET SOCIALES

Plus de 200 milliards d'exonérations très opaques

Alors que Bruno Le Maire vient d'annoncer 10 milliards d'économies supplémentaires sur le budget 2024, le maquis des plus de 400 niches fiscales reste intouché. Pourtant, nombre d'entre elles sont particulièrement coûteuses et n'apportent pas grand-chose à l'économie française. Pire, elles peuvent même avoir des effets pervers, comme la création de trappes à bas salaires. A l'occasion de la journée mondiale pour la justice sociale, Attac France publie une note riche en propositions pour réformer en profondeur le système fiscal pour le rendre plus équitable. Extraits.



Pour que chacun (e) contribue à hauteur de ses facultés, comme le stipule l'article 13 de la Déclaration des Droits de l'Homme du 26 août 1789, le système fiscal doit être progressif. L'objectif est en effet de dégager des recettes publiques et de réduire les inégalités. Ceci doit permettre aux personnes les plus pauvres de contribuer faiblement, puisque leur revenu leur est vital pour subvenir, parfois avec difficulté, aux besoins essentiels, et aux personnes les plus aisées de contribuer plus fortement. Or, les politiques fiscales menées en France depuis de longues années, et singulièrement depuis 2017, ont poursuivi une direction opposée : elles ont largement favorisé l'explosion des superprofits et l'accumulation des ultra-riches. Cette tendance n'est certes pas spécifique à la France. La concurrence fiscale et sociale, qui se traduit par un affaiblissement de la progressivité de l'imposition des revenus et une baisse de la fiscalité du patrimoine et de l'imposition des entreprises, bénéficie largement aux personnes les plus riches. Un rapport récent d'Oxfam France montrait ainsi que « les 1 % les plus riches ont accaparé près des deux tiers des 42 000 milliards de dollars de nouvelles richesses créées depuis 2020, soit près de deux fois plus que les 99 % restants ». Les contre-réformes fiscales pèsent par ailleurs lourdement sur les budgets publics et justifient des politiques de rigueur budgétaire qui frappent directement les catégories moyennes et populaires. Ainsi, en 2021, les

inégalités ont augmenté nettement alors que le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté atteignait 9,1 millions. Ces politiques bloquent également les investissements dans la bifurcation sociale et écologique. Pour financer les urgences sociales et écologiques, il faut une répartition de la charge fiscale qui soit plus progressive. La mise en place d'une taxe sur les superprofits, d'une taxation unitaire des multinationales, d'un ISF rénové, d'un renforcement des droits de succession vont dans ce sens. À ces mesures doit s'ajouter une refonte en profondeur du système fiscal pour le rendre plus progressif, et donc plus juste. Une première piste pour améliorer la progressivité de la charge fiscale consiste à réduire le coût et le nombre de mesures dérogatoires, ou encore des « cadeaux fiscaux ». Une véritable mise à plat des niches fiscales et sociales serait nécessaire. Le coût des 465 « niches fiscales » recensées par la Cour des comptes en 2023 aurait atteint 94,2 milliards d'euros sur l'année 2022. Un coût colossal auquel il faut ajouter celui de mesures qui ne sont plus considérées comme des « niches fiscales », mais qui représentent pourtant un sérieux manque à gagner pour les recettes de l'État. Il en va ainsi notamment du régime de groupe de sociétés « mère fille » et de la « niche Copé » (une exonération de plus-valor en matière d'impôt sur les sociétés). Bien que non évaluées depuis 2018, ces mesures représentent respectivement un coût de 17,6 milliards et 7 milliards d'euros. Au final, le coût de l'ensemble de ces mesures fiscales dérogatoires avoisine donc les 120

milliards d'euros. De nombreuses « niches » bénéficient aux agents économiques qui ont les moyens de les utiliser dans leur schéma de défiscalisation. Il en va ainsi des dispositifs en matière d'épargne (logement, placements financiers) pour les ménages ou encore du crédit d'impôt recherche (7,6 milliards d'euros de manque à gagner), largement concentré sur les grandes entreprises, mais qui présente un bien mauvais bilan. Il permet surtout à ses bénéficiaires de réduire leur impôt sur les sociétés, sans effet notable sur la recherche, alors même que la recherche publique manque cruellement de moyens. Quant aux « niches sociales », qui représentent un manque à gagner pour les caisses de la Sécurité sociale et favorisent la formation des profits, leur coût avoisine les 90 milliards d'euros. Si ces allègements procèdent de la volonté des gouvernements successifs de baisser le coût du travail pour favoriser la création d'emplois, le rapport du Comité de suivi des aides publiques aux entreprises et engagements en dresse un constat sévère. Pour le comité, « on ne dispose à ce jour d'aucune évaluation des effets sur l'emploi de cette politique sur l'ensemble des vingt-cinq dernières années. Enfin, on sait peu de choses sur la nature des emplois créés ou sauvegardés (par sexe, âge, diplôme, catégorie socioprofessionnelle, expérience) et sur leur ventilation par secteur d'activité ou taille d'entreprise. On ignore par ailleurs si l'efficacité de la politique allègements s'atténue à mesure que les allègements de cotisations sociales s'amplifient ». Ces dispositifs présentent en outre des effets pervers : ils

peuvent inciter des employeurs à maintenir les salaires en dessous des seuils d'exonération, ce qui crée des trappes à bas salaires, maintient les inégalités et alimente la précarité. Il faut donc passer en revue les niches fiscales et sociales pour supprimer les dispositifs dont le rapport « coût / efficacité / effets pervers » est défavorable et éventuellement maintenir ou réformer les dispositifs justes et efficaces. Pour ce faire, une meilleure procédure d'information annuelle du Parlement est indispensable. Celle-ci devrait comporter l'ensemble des dispositifs, « déclassés » ou non, rappeler la méthode d'évaluation et livrer les éléments d'analyse procédant de la « revue ». Une clarification du périmètre des « niches » est également nécessaire, notamment concernant certains dispositifs (l'abattement de 10 % sur les revenus des retraités ou certaines demi-parts additionnelles obéissent à une logique différente des réductions et crédits d'impôt). Par ailleurs, un renforcement des contrôles est indispensable, tant par la Direction générale des finances publiques s'agissant des « niches fiscales » que par les URSSAF s'agissant des « niches sociales ». Une telle « revue des niches » dégagerait des recettes publiques, rétablirait une meilleure progressivité de l'impôt sur le revenu et contribuerait enfin à l'équité fiscale entre grands groupes et PME. Sur les près de 200 milliards d'euros de niches fiscales et sociales, il est possible de dégager 15 à 20 milliards d'euros à court terme, davantage à moyen et long terme.

SOURCE : LVSL.fr

EGYPTE

L'italien Danieli prévoit de construire un complexe sidérurgique pour un investissement de 4 milliards \$

Le parc industriel, qui devrait être alimenté en énergie grâce à une usine d'hydrogène vert, ambitionne de générer environ 17 000 emplois et d'exporter l'essentiel de sa production vers les marchés internationaux. Le groupe industriel italien, Danieli, envisage de construire un complexe sidérurgique intégré en Egypte pour un investissement de 4 milliards de dollars en association avec d'autres investisseurs, selon un communiqué publié le jeudi 29 février 2024 par le gouvernement égyptien. Le projet comprend la mise en place d'une usine de production d'hydrogène vert destinée à alimenter le parc industriel pour un coût estimé entre 2 et 3 milliards de dollars, a-t-on ajouté de même source, indiquant que les autorités égyptiennes « sont en train d'étudier la proposition » du groupe italien. Le complexe sidérurgique, qui devrait générer environ 17 000 emplois directs et indirects, ambitionne d'exporter l'essentiel de sa production vers les marchés internationaux, notamment européens. Coté à la Bourse de Milan, le groupe Danieli est spécialisé dans la construction et l'équipement de sites sidérurgiques. Il propose une gamme complète d'outils et de lignes de produits allant du process primaire jusqu'au produit fini, comme les hauts fourneaux, les aciéries à coulage continu, les laminaires pour produits longs, les laminaires pour tubes sans soudure et les outillages de coupe.

Le Caire souhaite la hausse des échanges commerciaux avec les pays arabes

Le ministre des Finances, Mohamed Maait, a exprimé son aspiration à l'augmentation des échanges commerciaux entre les pays arabes pour approfondir la coopération et éviter l'impact des chocs intérieurs et extérieurs. Cette déclaration a été faite lors d'un entretien avec le directeur général et PDG du Fonds monétaire arabe, Fahd Ben Mohamed al-Torki, pour l'examen des préparatifs de la 15e session des réunions des ministres arabes des Finances, prévue en mai dans la Nouvelle capitale administrative. L'entretien a porté sur les moyens de renforcer la coopération commune, notamment au vu des défis mondiaux actuels et d'échanger les expériences sur les défis politiques financières, ce qui aide à la réalisation des objectifs de développement. Les deux responsables ont discuté, lors de l'entretien tenu en marge du sommet mondial des gouvernements de Dubaï, des développements économiques dans la région arabe, ainsi que des développements des politiques du Fonds lors de la prochaine période.

LIBYE, GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE

«Nous travaillons pour la stabilité financière et économique»

La Banque centrale de Libye (Bcl) s'engage à assurer la stabilité économique et financière de l'État, ainsi qu'à maintenir la viabilité financière et à poursuivre le principe de transparence à travers la présentation mensuelle de rapports sur les recettes, les dépenses publiques et les dépenses connexes liées au taux de change. C'est ce qu'a déclaré le gouverneur de l'institution bancaire libyenne, Al Saddiq al Kabir, lors de la conférence du Conseil d'affaires libyen-britannique qui s'est tenue à Tripoli.

Al Kabir a également réitéré le soutien de Bcl aux efforts du National Oil Corporation (Noc), l'organisme public pétrolier, pour augmenter les taux de production et d'exportation, soulignant l'importance de fournir un environnement propice à la croissance du secteur privé, de diversifier les sources de revenus, de renforcer la confiance dans le système bancaire et de le développer conformément aux normes internationales. D'autre part, l'ambassadeur britannique en Libye, Martin Longden, a fait état d'une augmentation de 10,7 % des échanges commerciaux entre la Libye et le Royaume-Uni en 2023, avec un volume supérieur à 700 milliard de livres. Les grosses sommes d'argent que le Libye obtenus grâce à la vente d'hydrocarbures (pétrole, gaz, condensats) finissent dans les comptes de la Libye Foreign Bank, détenue à 100 pour cent par la Banque centrale. Ces fonds sont ensuite dépensés sur quatre chapitres budgétaires – salaires, subventions, dépenses de fonctionnement et projets de développement – qui devraient théoriquement inclure toutes les régions du pays. L'autorisation des dépenses est confiée au ministère des Finances, suivie de la planification réalisée par le ministère du Plan. Mais le budget du gouvernement d'union



nationale de Tripoli n'a jamais été approuvé par la Chambre des représentants qui se réunit à Benghazi. Pour surmonter ce dilemme, un exercice mensuel temporaire est en vigueur, qui permet de dépenser chaque mois jusqu'à un douzième de ce qui était prévu dans le budget de l'année précédente. Selon ce qu'a appris « l'Agence Nova », le budget libyen pour 2024 est bloqué et le budget d'investissement pour 2023 n'a pas encore été approuvé, tandis que les salaires publics sont payés avec de longs retards. Il s'agit d'une question d'une grande importance à la lumière du ré-

gime de revenu de base universel, établi par Kadhafi, qui garantit à presque tous les Libyens un poste de fonctionnaire de l'État dès l'âge de 18 ans. Les dépenses salariales couvrent environ les deux tiers du budget national. Le pétrole coule régulièrement en Libye depuis trois ans, en dehors de fermetures sporadiques qui servent presque toujours à des fins politiques. Le tout dans un contexte caractérisé par l'opacité des comptes et les soupçons quant à d'éventuels mouvements d'importantes sommes d'argent hors des circuits officiels.

TROPHÉES DE FEMMES ENTREPRENEURES DE TUNISIE

Objectif : surmonter les périples de la vie difficile...

La 9e édition de Femmes entrepreneuses de Tunisie (FET), organisée par le magazine Managers, est une occasion de célébrer huit femmes entrepreneuses qui ont su se distinguer par leur créativité, leur résilience et l'impact de leurs projets dans leurs domaines respectifs. Lors de la cérémonie de remise des trophées des lauréates de la 9e édition de Femmes entrepreneuses de Tunisie (FET), organisée par le magazine Managers, en partenariat avec la Fondation Friedrich-Naumann pour la liberté et la délégation de l'Union européenne, les entrepreneuses tunisiennes ont brillé de mille feux.

Le succès n'a pas de genre

Cette édition est aussi marquée par un partenariat avec la Banque européenne pour la reconstruction et le

développement (Berd). L'événement est l'occasion de célébrer huit femmes entrepreneuses qui ont su se distinguer par leur créativité, leur résilience et l'impact de leurs projets dans leurs domaines respectifs. Dans ce contexte, Marcus Cornaro, ambassadeur de l'UE en Tunisie, a déclaré : « Nous sommes réunis pour célébrer le talent, la créativité et la détermination des femmes entrepreneuses de Tunisie. Notre but est en premier lieu le succès qui n'a pas de genre. Nous rendons hommage à celles qui ont fait preuve d'audace en repoussant sans cesse les limites et en ouvrant de nouvelles voies pour l'innovation et la croissance ; celles qui combattent tout obstacle pour pouvoir changer le système et les mentalités rétives. Les efforts de ces dames sont une source d'inspiration et ils méritent d'être célébrés et reconnus

à leur juste valeur. L'Union européenne reconnaît pleinement le potentiel immense des femmes, notamment en tant qu'entrepreneuses. Les femmes apportent une perspective unique, une créativité débordante et un engagement inébranlable à la table des négociations économiques ». Et d'ajouter : « Nous sommes pleinement conscients des défis auxquels elles sont confrontées, qu'il s'agisse de l'accès aux financements, des obstacles culturels ou des défis liés à la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale. C'est pourquoi nous nous engageons à travailler en étroite collaboration avec les autorités tunisiennes et les organisations de la société civile pour créer un environnement propice à l'épanouissement de l'entrepreneuriat féminin, une des voies maîtresses pour un développement inclusif, national et égalitaire

FMI

Le Fonds exhorte le Togo à abandonner les subventions aux carburants pour des transferts monétaires aux populations

La recommandation pourrait ne pas être immédiatement adoptée pour diverses raisons, notamment le calendrier électoral et les doutes persistants à Lomé sur l'efficacité des transferts monétaires comme alternative.

Le Fonds Monétaire International (FMI) a exhorté les autorités togolaises à repenser leur stratégie de subventions aux carburants en faveur de méthodes plus ciblées, telles que les transferts d'argent direct aux populations vulnérables. Cette recommandation fait partie d'un communiqué publié le 1er mars dernier, annonçant un nouveau décaissement de 68,3 millions de dollars en faveur du Togo, dans le cadre du programme de 42 mois, assorti d'une facilité élargie au crédit (FEC) de 390 millions \$, conclu en décembre dernier avec l'institution de Bretton Woods.

« Les autorités entendent rendre la croissance plus inclusive en renforçant les dépenses sociales et les filets de sécurité sociale ainsi qu'en améliorant les conditions de vie des populations du nord du pays, complétant ainsi la réponse militaire au terrorisme par une réponse civile. Dans ce contexte, il sera important de remplacer les subventions généralisées aux carburants par des mesures plus ciblées et plus rentables pour protéger les personnes vulnérables, notamment par des transferts en espèces », a préconisé Kenji Okamura, directeur général adjoint et président par intérim du Conseil d'administration du FMI.

**Transferts monétaires ?
Pas encore l'unanimité au gouvernement**

La proposition du FMI intervient dans un contexte où les subventions aux carburants sont largement répandues, une politique que les autorités locales ont



jusqu'ici privilégiée, malgré les critiques sur son efficacité et son impact économique. Depuis la pandémie de Covid-19, les prix du carburant au Togo ont subi des variations significatives, en raison des turbulences des marchés mondiaux. Et malgré les mesures de subvention destinées à atténuer l'impact économique sur les populations, les prix à la pompe ont connu des hausses importantes. Les subventions concédées par le gouvernement sur les produits pétroliers vont de 178 à 233 FCFA par litre, selon les différents produits, notamment le super sans plomb, le pétrole, le gasoil et le mélange 2 temps. « La subvention qui a servi à limiter le poids de la hausse est plutôt devenue un piège dans la mesure où elle est de plus en plus importante » et profite à des acteurs étrangers. « En effet, des personnes viennent s'approvisionner ici et vont revendre ailleurs », indiquait une source proche du dossier à Togo First.

Sauf que les transferts monétaires, bien que soutenus financièrement par la Banque mondiale, n'ont pas encore convaincu pleinement les décideurs togolais quant à leur impact potentiel sur les populations bénéficiaires.

Certaines voix appellent à une réorientation des fonds vers des initiatives susceptibles de créer de la richesse, générer des emplois et d'engager les citoyens dans des activités productives, plutôt que de se reposer sur les aides directes. « Nous disposons déjà de programmes tels que le FNFI [Fonds national de la finance inclusive, Ndrl], qui offrent de petits crédits, voire plus, aux populations vulnérables. Pourquoi certains devraient-ils bénéficier de crédits leur permettant de mener des activités génératrices de revenus et de les rembourser, tandis que d'autres vivraient de l'argent gratuit ? Ce n'est pas l'équité que nous souhaitons ardemment », lance une autorité.

EMPRUNTS OBLIGATAIRES

Le Gabon annoncé sur deux opérations d'une valeur globale de 807,9 millions \$ en zone CEMAC

Pour le moment, des précisions ne sont disponibles que pour l'opération à 150 milliards fcfa. Une autre opération a été signalée par des médias de la sous-région, mais les détails sont attendus. Le Gabon est dirigé par une transition militaire, et ses ambitions d'appels publics à l'épargne constitueront un test pour le marché des capitaux de la CEMAC. Le Gabon est annoncé sur deux opérations d'appels publics à l'épargne sur le marché des capitaux de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), visant à

mobiliser un montant total de 488 milliards fcfa (807,9 millions \$) en une seule année. Ces initiatives interviennent dans un contexte politique singulier, le pays étant dirigé depuis fin 2023 par une transition militaire. Selon un reportage de Gabon 24, le pays prévoit de lever 338 milliards fcfa via un emprunt obligataire. Pour sa part, le média camerounais Eco Matin a évoqué le chiffre de 400 milliards fcfa. Dans tous les cas, les modalités précises de cette opération sont attendues et mobilisent l'attention des investisseurs et analystes financiers intéressés.

Les détails sur l'opération de 150 milliards fcfa sont connus de la communauté des investisseurs. Elle intègre une approche originale où 100 milliards fcfa seront levés en espèces, et les 50 milliards restants seront structurés via une titrisation des créances existantes. Cette opération vise à renforcer la liquidité tout en optimisant la gestion de la dette. Si le deuxième emprunt se confirme, les montants envisagés par le Gabon pour la seule année 2024 représenteront près de 45% des fonds que le pays aura levés par des emprunts obli-

gataires au sein de la CEMAC entre 2007 et 2023. L'emprunt en cours de 150 milliards offre diverses options, avec des tranches à taux et maturités variables, adaptées aux préférences des investisseurs. Cette flexibilité pourrait attirer un large éventail de participants. Les ambitions du Gabon de mobiliser des fonds substantiels par emprunts obligataires testeront la vraie profondeur du marché sous-régional des capitaux. Elles offrent aussi de nouvelles perspectives pour le financement du développement économique de la zone CEMAC.

CÔTE D'IVOIRE Le secteur des start-up décolle, soutenu par un climat favorable à l'investissement

Depuis quelques années, on assiste à la révolution technologique en Afrique. Les start-up ivoiriennes, portées par un contexte favorable, s'inscrivent désormais dans la dynamique des pays leaders du secteur sur le continent. Le montant capté par les start-up ivoiriennes entre 2019 et 2022 est passé de 2 millions \$ à 33 millions \$, soit une croissance de 1550%, selon les données de PartechAfrica qui prend en compte les transactions d'au moins 200 000 \$. Sur la même période, les investissements dans les jeunes pousses du continent sont passés de 2,02 milliards \$ en 2019 à 4,9 milliards \$ en 2022, soit une hausse de 142,57 %, d'après la même source.

Cette croissance constante observée dans le secteur des start-up est due en grande partie aux conditions mises en place par les autorités locales. Dès 2017, une loi d'orientation de la société d'information a été adoptée et plusieurs décisions importantes ont été prises pour accélérer la transformation numérique du pays. Dans le dernier document de stratégie numérique adopté en décembre 2021, le gouvernement s'est engagé à effectuer 32 réformes et à réaliser 96 projets sur la période 2021-2025 pour un investissement de 2000 milliards FCFA (environ 3,3 milliards \$) dans le but d'améliorer les infrastructures numériques, les services numériques, les compétences numériques, l'innovation ou encore la cybersécurité.

D'après le rapport « Measuring digital development : The ICT Development Index 2023 » publié en décembre 2023 par l'Union internationale des télécommunications, la Côte d'Ivoire affiche un score de 59 sur 100 pour l'Indice de développement d'Internet (IDI). Le score moyen sur le continent est de 47,4 et sur les 33 pays africains évalués sur cet indice, seuls 8 affichent un score supérieur à 50. Le pays fait mieux que le Kenya (54,2) ou encore le Nigeria (44,2), deux pays disposant d'écosystèmes technologiques très attractifs.

Défis et perspectives

Selon les données de Datareportal datant de début 2023, le taux de pénétration d'Internet en Côte d'Ivoire était de 45,4%. Pour la Banque mondiale, le nombre d'utilisateurs d'Internet en Côte d'Ivoire est passé en dix ans de 9% à 34% de la population en 2021. « Le secteur des services de télécommunications a généré un chiffre d'affaires de 1139 milliards de francs CFA en 2021, soit près de 2 milliards de dollars, ce qui représente 3% du PIB, près de 3000 emplois directs et plus de 100 000 emplois indirects. Le nombre de cartes SIM a doublé pour atteindre 40 millions », ajoute Hermann Yohou, l'auteur du rapport.

POINT-MARCHÉS

Léger repli des Bourses européennes sur fond de prudence

En petite hausse hier à la clôture, les marchés européens sont plongés dans le rouge quarante huit heures avant la décision de politique monétaire de la BCE. Au chapitre macroéconomique, les PMI composite et des services sont ressortis plus élevés qu'attendu en zone euro en février alors que les prix à la production industrielle ont reculé en janvier. Côté valeurs, Thales surclasse l'indice phare de la place parisienne à la faveur de résultats annuels supérieurs aux attentes. Vers midi, le CAC 40 cède 0,07% à 7950 points tandis que l'EuroStoxx 50 fléchit de 0,33% à 4896 points.

En Europe, Bayer perd 1,94% à 27,54 euros après avoir présenté des objectifs 2024 jugés trop prudents. Le groupe chimique allemand affiche des résultats annuels 2023 en ligne avec ses objectifs. Son chiffre d'affaires a reculé de 1,2% en comparable à 47,63 milliards d'euros et l'Ebitda hors éléments exceptionnels a chuté de 13,4% à 11,7 milliards d'euros. Bayer vise pour cette année des revenus entre 47 et 49 milliards d'euros et un Ebitda hors éléments exceptionnels entre 10,7 et 11,3 milliards d'euros. Le bénéfice par action core est anticipé entre 5,10 et 5,50 euros. A Paris, l'action Thales (+7,66% à 148,95 euros) domine l'indice CAC 40 après avoir présenté ce matin des résultats sur 2023 supérieurs aux attentes. Le titre de la société affiche un niveau record en Bourse. Son carnet de commandes a aussi atteint un plus haut historique à 45 milliards d'euros, en hausse de plus de 4,5 milliards d'euros en 2023. Tirées par le secteur de la défense et de la sécurité, ses commandes ont progressé de 0,2% en organique à 23,1 milliards d'euros. Elles dépassent le consensus de 12%, affirme Deutsche Bank. Covivio (+1,34% à 40,74 euros) figure parmi les principales progressions de l'indice SBF 120, soutenu par le relèvement de recommandation de Jefferies. Le bureau d'études passe de Conserver à Acheter et rehausse son objectif de cours de 48 euros à 53 euros. Il souligne

que le groupe a traité ses problèmes d'endettement de manière très efficace, grâce à la diversification de ses actifs et de son portefeuille géographique. Le broker juge que la valorisation de Covivio est désormais attrayante après avoir affiché la plus mauvaise performance depuis son pic parmi les valeurs qu'il suit.

Les chiffres macroéconomiques du jour
En France, l'indice des directeurs d'achat (PMI) Composite, qui prend en compte les secteurs manufacturier et des services, est ressorti à 48,1 en février contre un consensus de 47,7, a indiqué S&P Global. Il était de 44,6 en janvier. Dans le détail, le PMI pour les services est passé de 45,4 à 48,4 entre janvier et février. Il était attendu à 48. L'indice des directeurs d'achat Composite, qui prend en compte les secteurs manufacturier et des services, est ressorti dans la zone euro à 49,2 contre un consensus de 48,9, a annoncé S&P Global. Il s'était élevé à 47,9 en janvier. Le PMI pour les services s'établit à 50,2 contre un consensus de 50 après 48,4 le mois précédent. En Allemagne, l'indice des directeurs d'achat (PMI) Composite, qui prend en compte les secteurs manufacturier et des services, est ressorti à 46,3 en février contre un consensus de 46,1, a indiqué S&P Global. Il était de 47 en janvier. Dans le détail, le PMI pour les services est passé de 47,7 à 48,3 entre janvier et

février. Il était attendu à 48,2. En janvier 2024, la production en France est en baisse sur un mois dans l'industrie manufacturière (1,6 % après +0,5 % en décembre 2023) et dans l'ensemble de l'industrie (1,1 % après +0,4 %). La production des trois derniers mois (novembre 2023 à janvier 2024) est supérieure à celle des trois mêmes mois de l'année précédente dans l'industrie manufacturière (+0,3%) et dans l'ensemble de l'industrie (+0,8%). Sur cette période, la production est en nette hausse dans les matériels de transport (+7,2%) et les industries extractives, énergie, eau (+4%). En janvier 2024, les prix à la production industrielle ont diminué de 0,9% dans la

zone euro et dans l'Union européenne, par rapport à décembre 2023, selon les estimations d'Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. En décembre 2023, les prix à la production industrielle avaient diminué de 0,9% dans la zone euro et de 0,8% dans l'UE. En janvier 2024 par rapport à janvier 2023, les prix à la production industrielle ont diminué de 8,6% dans la zone euro et de 8,4% dans l'UE. Aux Etats-Unis, l'indice des directeurs d'achat pour le secteur des services et composite en février sera publié à 15h45 avant l'indice des directeurs d'achat (ISM) pour le secteur des services en février à 16h.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 04 Mars 2024					
Valeur : 06 Mars 2024					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.3332	134.3482
1	EUR	EURO		145.8187	145.8887
1	GBP	POUND STERLING		170.3007	170.3629
100	JPY	JAPANESE YEN		89.3470	89.3748
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6595	18.6618
1	CHF	SWISS FRANC		152.4262	152.5124
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		99.0585	99.1061
1	DKK	DANISH KRONE		19.5658	19.5692
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.0302	13.0347
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7772	12.7819
1	AED	UAE DIRHAM		36.5692	36.5832
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8165	35.8252
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.7139	436.9047
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.7946	43.2247
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3078	13.3093
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.7370	27.8794
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5369	3.5373
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.2265	178.2265

La Bourse de Tokyo en baisse

La Bourse de Tokyo reprenait son souffle mardi 5 mars, lestée par des prises de bénéfices après le nouveau record battu la veille par l'indice Nikkei et dans la foulée d'un recul de Wall Street, qui a également marqué une pause après des records. L'indice vedette de la place japonaise, qui a franchi lundi pour la première fois de son histoire la barre symbolique des 40.000 points, lâchait 0,54% à 39.892,17 points vers 00h55 GMT. L'indice élargi Topix perdait 0,22% à 2.700,31 points. «Aujourd'hui, le marché japonais devrait commencer sur une note plus basse en raison de la faiblesse des actions américaines» lundi, a commenté Toshiyuki Kanayama dans une note de Monex. Nouvelles arrivées sur le Nikkei Le groupe nippon de vente en ligne Zozo gagnait 5,1% après l'annonce par l'opéra-

teur de la Bourse de Tokyo de son ajout à l'indice Nikkei à partir du 1er avril, à la faveur d'un réexamen semestriel des valeurs de l'indice vedette. Le fabricant d'outils de précision Disco (+0,7%) et le spécialiste des circuits intégrés Socionext (-1,1%) rejoindront également le Nikkei. Remontée du yen Le yen remontait face au dollar, à 150,38 yens pour un dollar, contre 150,53 yens lundi à 21h00 GMT. La monnaie européenne refluit aussi par rapport à la devise japonaise, à raison d'un euro pour 163,22 yens contre 163,41 yens la veille. L'euro s'échangeait par ailleurs pour 1,0853 dollar, contre 1,0856 dollar lundi à 21h00 GMT. Le marché du pétrole était orienté à la baisse: le baril de WTI américain perdait 0,28% à 78,52 dollars vers 00H50 GMT.

Wall Street termine en baisse avant une semaine chargée

La Bourse de New York a fini en baisse lundi, la prudence dominant sur les marchés avant une nouvelle salve d'indicateurs cette semaine et deux interventions très attendues du président de la Réserve fédérale, Jerome Powell. L'indice Dow Jones a cédé 0,25%, ou 97,55 points, à 38.989,83 points. Le S&P-500, plus large, a perdu 6,13 points, soit 0,12%, à 5.130,95

points. Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 67,43 points (-0,41%) à 16.207,51 points. Après avoir surfé ces dernières semaines sur l'engouement pour l'intelligence artificielle, qui a porté les valeurs technologiques sur de nouveaux sommets, à l'image encore ce lundi de Nvidia (+3,61%), les investisseurs tournent à nouveau leur attention vers les taux d'intérêt, dont la baisse semble s'éloigner à chaque publication

d'un nouvel indicateur témoignant de la vigueur de l'économie américaine. Les marchés disséqueroient mercredi les chiffres de l'emploi privé ADP et ceux de l'enquête JOLT sur les ouvertures de postes, tandis que le département du Travail publiera vendredi son rapport mensuel sur l'emploi, un indicateur essentiel pour jauger de la résistance du marché du travail. Entre-temps, Jerome Powell se

sera exprimé à deux reprises, mercredi devant la Chambre des représentants et jeudi devant le Sénat, et chacune des paroles du président de la Fed au Congrès sera interprétée comme un signe de l'imminence, ou non, du début de l'assouplissement monétaire de l'institution. Aux valeurs, Apple a perdu 2,53% après avoir été condamnée lundi par la Commission européenne à une amende inédite de 1,84 mil-

liard d'euros pour infraction à la concurrence. La marque à la pomme a annoncé faire appel. Boeing a gagné 0,27% après que l'agence fédérale de l'aviation (FAA) a dit lundi avoir décelé plusieurs cas de manquements supposés aux exigences en matière de contrôle qualité lors de son audit de l'avionneur américain et de son fournisseur Spirit AeroSystems (+4,12%) sur la production du 737 MAX.

AGENCE DE NOTATION MOODY'S INTERNATIONAL

La note à long terme du Pakistan à Caa3 maintenue, avec des perspectives stables

Moody's annonce une probabilité de défaut plus élevée et un degré plus élevé de risques d'investissement dans un contexte de haut endettement et de risques climatiques qui peuvent davantage augmenter les coûts économiques et sociaux.

L'agence de notation considère que le service de la dette réduit les capacités du pays à engager des dépenses dans les infrastructures et dans des projets sociaux. Il y a un an, Moody's avait rétrogradé le Pakistan de Caa2 à Caa3. Le Pakistan obtient le report du prêt de 2 Mds USD de la Chine pour abonder les réserves de la Banque centrale (SBP - State Bank of Pakistan). La SBP annonce qu'elle emprunte 2 Mds USD à la Chine à un taux d'intérêt de 7,1%. Ce prêt est un « roll-over » et succèdera donc à un prêt arrivant à échéance au début du mois de mars. Les impôts collectés en février 2024 par l'administration fiscale pakistanaise (le Federal Board of Revenue - FBR) ont été infé-

rieurs de 33 Mds PKR par rapport à l'objectif déterminé en loi de finance. Le FBR a collecté 681 Mds PKR en février 2024 alors que l'objectif de perception de revenus pour ce mois était de 714 Mds PKR. En janvier 2024, le FBR avait déjà connu un manque à gagner de 9 Mds PKR. Le FBR a communiqué sur le fait que l'objectif global de perception fiscale depuis juillet 2023 était atteint et que la collecte de février 2024 était en augmentation de 32%. En 2022/2023, la Zakat aurait rapporté 2800 Mds PKR (10 Mds USD), soit 4% du PIB. Selon un rapport publié par l'Institute of Policy Studies, la zakat, l'aumône prescrite par l'islam qui est essentiellement versée après le ramadan et pen-

dant la fête de l'Eid el Kebir (à l'occasion du grand pèlerinage) perçue au Pakistan représentait au cours des dernières années environ 40% des revenus budgétaires du pays. Ce sont aujourd'hui les fondations religieuses actives dans la charité (distribution de nourriture notamment), la santé et l'éducation qui collectent 80% de ce pactole.

Exportations pakistanaises vers l'UE, vers une nouvelle baisse en 2023/2024 ?

Selon les statistiques pakistanaises, les exportations vers l'UE ont baissé de 7,54% depuis juillet 2023. Les exportations du pays se sont élevées en valeur à 2,393 Mds USD au cours des

sept premiers mois de l'exercice budgétaire 2023/2024, contre 2,778 Mds USD au cours de la même période de l'année dernière. Pendant cette période, seules les exportations vers l'Espagne (hors croissance de volumes très minimes de +1% des exports vers les pays de l'Europe centrale et orientale) ont connu une croissance de 5,67 % pour atteindre 856,4 MUSD, contre 810,461 MUSD l'année dernière. On rappellera qu'au cours de l'année budgétaire 2022/2023, les exportations vers l'UE avaient déjà baissé -selon les statistiques pakistanaises- de 4,41 % à 8,188 Mds USD, contre 8,566 Mds USD au cours de l'exercice précédent.

APRÈS UNE FIN D'ANNÉE EN FANFARE L'Inde relève ses prévisions de croissance

L'Inde a fait savoir que le PIB avait augmenté de 8,4 % lors du dernier trimestre de l'année 2023. Ce taux de croissance a surpris tout le monde : il est bien supérieur aux précédentes estimations du gouvernement et des institutions financières internationales. Le gouvernement a aussi réévalué la croissance des deux trimestres précédents au-dessus de 8 %. Cette bonne surprise le conduit à revoir à la hausse, de 7,3 % à 7,6 %, ses prévisions de croissance pour l'année fiscale 2023-2024. « Cela montre la force et le potentiel de l'économie indienne », a salué le Premier ministre Modi sur X. L'Inde est l'économie majeure qui croît le plus vite dans le monde. Certains secteurs ont été particulièrement performants sur les trois derniers mois de 2023. C'est le cas du BTP (+10,7 %), du secteur manufacturier (+8,5 %) et du secteur minier (+8,1 %). « Transformation structurelle de l'économie » V. Anantha Nageswaran, économiste en chef du gouvernement, a expliqué que la demande intérieure et les investissements privés allaient continuer d'alimenter la croissance du PIB indien. « Une transformation structurelle de l'économie est en cours, en termes d'infrastructures physiques et digitales, mais aussi avec un agenda inclusif qui stimule le pouvoir d'achat des ménages indiens », a-t-il expliqué devant les journalistes à Delhi. Nageswaran a d'ailleurs appelé les différentes institutions financières mondiales à revoir à la hausse leurs prévisions. La Banque asiatique de développement, tout comme le Fonds monétaire international (FMI), table sur 6,7 % de croissance pour l'année fiscale en cours. L'agence Fitch est un petit peu plus optimiste, à 6,9 %.

CHINE

Pékin prévoit 5% de croissance cette année malgré une économie à la peine

C'est l'un de ses objectifs les plus modestes depuis des décennies mais il sera difficile à atteindre. La Chine a annoncé viser une croissance d'environ 5% en 2024, l'un de ses objectifs les plus modestes depuis des décennies mais sans doute difficile à atteindre car la deuxième économie mondiale peine à se relancer depuis les années Covid. Son budget militaire, le deuxième plus important au monde bien qu'environ trois fois inférieur à celui des Etats-Unis, augmentera lui de 7,2%, à 1.665,5 milliards de yuans (231,4

milliards de dollars). Le chiffre de la croissance du PIB a été officialisé par le Premier ministre Li Qiang lors d'un discours prononcé à l'ouverture de la session annuelle du Parlement chinois à Pékin. Cet objectif est bien loin des rythmes à deux chiffres enregistrés dans les années 1990 et 2000. Mais "il ne sera pas facile à atteindre", a reconnu Li Qiang. "Nous devons donc maintenir le cap de notre politique, travailler plus dur et mobiliser les efforts concertés de toutes les parties." Dans un contexte de crise immobi-

lière, chômage élevé des jeunes et ralentissement mondial pesant sur la demande en produits chinois, "c'est en fait un objectif ambitieux", estime Wang Tao, chef économiste sur la Chine à la banque UBS. "Le marché de l'immobilier a poursuivi sa chute et n'a pas encore atteint son plancher, ce qui exerce une pression à la baisse sur l'économie", ajoute-t-elle. Cela aura un "impact négatif sur les finances et les dépenses des gouvernements locaux, ainsi que sur la richesse des ménages et les dépenses de consommation".

SELON DES EXPERTS DU SECTEUR ET DE L'ÉCONOMIE

Le risque règne dans le transport maritime

Le risque est la "nouvelle normalité" pour le secteur du transport maritime, qui assure 80 % du commerce mondial, alors que les tensions géopolitiques, la montée du protectionnisme et le changement climatique se font de plus en plus sentir. "Il va y avoir des tensions mondiales... et je pense des dangers mondiaux, à un niveau que nous n'avons pas vu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale", a déclaré l'ancien secrétaire américain à la défense, Robert Gates, lors de l'ouverture de la conférence TPM24 de S&P Global sur le transport maritime par conteneurs à Long Beach, en Californie, lundi. Les attaques de missiles et de drones des Houthis contre les navires marchands en mer Rouge et dans le golfe d'Aden sont au cœur des préoccupations des 4 000

participants à la conférence, mais elles sont loin d'être les seules. "L'environnement relativement détendu dans lequel vous avez opéré pendant longtemps et jusqu'à une date récente est probablement révolu pour une période assez longue", a déclaré M. Gates. Selon Chris Williamson, économiste en chef de la société, le secteur du transport maritime a entamé cette année avec le niveau de risque le plus élevé depuis 25 ans que S&P Global Market Intelligence établit ces prévisions. Au-delà des attaques de la mer Rouge, la moitié de la population mondiale se rendra aux urnes cette année, ce qui pourrait donner lieu à des politiques plus protectionnistes, notamment des droits de douane sur les principaux exportateurs, tels que la Chine, a-t-il ajouté. Cette tendance, associée aux coûts liés

au changement climatique, tels que le contournement du canal de Panama frappé par la sécheresse, pourrait alimenter l'inflation qui menace l'"atterrissage en douceur" espéré pour l'économie mondiale, a déclaré M. Williamson. Les attaques de la mer Rouge ont déjà provoqué des perturbations dans la livraison des marchandises et absorbé la capacité excédentaire des navires, augmentant ainsi les coûts de transport dans ce qui a été une reprise lente du volume des marchandises. Les armateurs de porte-conteneurs ont détourné leurs navires de la mer Rouge et du canal de Suez, le raccourci commercial voisin, qui traite jusqu'à 30 % du fret mondial par conteneurs, notamment des vêtements, des meubles, des pièces automobiles, des produits chimiques, des machines et du café.

L'itinéraire alternatif, plus long, qui contourne le cap de Bonne-Espérance en Afrique, ajoute cinq jours ou plus aux voyages et jusqu'à un million de dollars en frais de carburant pour un aller simple. Les tarifs de transport au comptant ont grimpé en flèche, doublant ou triplant pour certains trajets, et restent élevés. Les militants affiliés à l'Iran au Yémen ont coulé un navire - le Rubymar, appartenant au Royaume-Uni - au cours de leur campagne qui a débuté en novembre et ne sont pas découragés malgré les attaques de représailles de la coalition américano-britannique et d'autres marines. La semaine dernière, les Houthis ont promis d'abattre d'autres navires dans le cadre d'attaques qu'ils disent mener en solidarité avec les Palestiniens touchés par les actions militaires d'Israël à Gaza.

L'unique break Rolls-Royce Wraith est en vente... et pour (presque) pas cher !



Il y aurait dû y en avoir sept au total. Finalement une seule Rolls-Royce Spectre Shooting Brake sortira des ateliers de Carat Duchatelet, en Belgique. Et elle pourrait rejoindre votre garage ! Si l'époque dite des "grands carrossiers" est révolue depuis bien longtemps, c'était dans les années 1940-1950, certains grands noms continuent de perpétuer cette tradition qui était d'habiller des châssis de marques prestigieuses avec des carrosseries véritablement uniques. À l'image de Carat Duchatelet, basé en Belgique, qui propose des projets sur-mesure à ses clients "qui fournissent leur voiture". Les plus fortunés évidemment.

C'est ainsi qu'il y a quelques années, en 2015, il s'était attaqué à la Rolls-Royce Wraith, le "petit" coupé de la firme de Goodwood. Et en avait fait un break. Ou plutôt, un break de chasse. Ou Shooting Brake. C'est plus chic, isn't it ? Et contrairement aux plans initiaux, il s'agit d'un modèle unique. Un véhicule aussi rare qu'exclusif qui est actuellement proposé à la vente !

2500 heures de travail

Si la réalisation est signée Carat Duchatelet, c'est au néerlandais Niels van Roij Design que l'on doit cette idée de départ de proposer une version au toit rallongée du coupé britannique. Et au début, pour préserver l'exclusivité du modèle, seuls sept exemplaires de la Silver Spectre Shooting Brake (et oui, Spectre, comme la nouvelle et première Rolls 100 % électrique, mais bien avant !) devaient voir le jour. Sauf que finalement, un seul d'entre eux sera véritablement assemblé. Il faut dire que cette transformation nécessite pas moins de 2500

heures de travail. Le toit était entièrement fabriqué à la main, à partir d'une seule et grande pièce de fibre de carbone, rallongeant la silhouette de la prestigieuse anglaise. De quoi offrir un plus grand coffre recouvert de cuir derrière l'inédit hayon. Les portières à ouverture « suicide », elles, ont été préservées. Les deux sièges sont séparés à l'arrière par un passage vers la zone de coffre. À l'intérieur, ce break Rolls-Royce Wraith profite de son pavillon rallongé pour imiter un « ciel étoilé infini », éclairé de milliers de petites fibres optiques comme cela se fait aussi notamment dans la Phantom.

La moitié du prix initial !

Mais cette transformation de la Rolls-Royce Wraith en Spectre Shooting Brake n'est pas qu'esthétique puisqu'il semblerait que sous le capot avant, il y ait eu quelques modifications également. En effet, l'annonce de la maison de ventes aux enchères RM Sotheby's précise que le V12 6.6 litres de la Wraith, d'origine BMW faut-il le rappeler, ne propose plus sa puissance initiale de 640 chevaux, mais grimpe à 700 chevaux. Non contente d'être ultra exclusive et unique, cette Rolls-Royce Spectre Shooting Brake est également pratiquement neuve car elle n'affiche de 17 965 kilomètres au compteur. Et le prix alors ? Et bien si l'on prend en compte le fait que la transformation seule aurait coûté 300 000 euros, sur un véhicule qui en coûte à peu près la même chose à la base, l'estimation comprise entre 275 et 325 000 \$ (environ 254 à 300 000 euros) est presque donnée ! La vente de cette Rolls-Royce Spectre Shooting Brake aura lieu le samedi 9 mars 2024 à Dubaï.

PORSCHE BOXSTER ET 996

Audi a passé trois ans sans vraie grosse nouveauté

Depuis le Q4, Audi n'a pas eu de vraie grande nouveauté à mettre sur le marché. Mais les mois qui viennent s'annoncent particulièrement chargés. Le retour de la marque aux anneaux ?



La dernière alerte mail d'Audi dans nos boîtes concernait le Q2 avec la mise à jour du système d'infodivertissement. C'est dire si les derniers mois ont été plutôt calmes du côté d'Ingolstadt, qui n'a pas vécu de lancement majeur depuis la fin 2021. C'était au moment de l'arrivée du Q4 e-tron, un SUV compact porteur d'espoir pour Audi qui entamait alors sa mue électrique. Mais les ventes restent pour l'instant mesurées en Europe. En dehors du Q4, Audi n'a lancé que des restylages et mises à jour de modèles déjà existants. Trois ans, c'est évidemment long à une époque où tout doit être renouvelé dans l'heure. Les dirigeants automobiles mettent désormais la pression sur leurs équipes pour accélérer le rythme des changements de génération de véhicules, que ce soit en

amont au développement comme à la fin du processus en production. Audi a-t-il loupé le train ? Pas vraiment. Ce qui a surtout plombé Audi, c'est ce retard de près de deux ans pour le Q6 e-tron, plombé par des soucis internes au groupe Volkswagen sur fond de conception de plateforme et logiciels. Le constructeur aux anneaux était donc dans une période que l'on qualifiera de creuse, mais qui va laisser sa place à une vague de nouveautés.

Tout pour les 6, en attendant plus petit

En 2025, l'Audi A6 Avant e-tron endossera le rôle du grand break électrique dans la gamme. Audi a décidé de revoir la hiérarchisation de ses gammes : les nombres pairs pour les modèles électrifiés, les nombres impairs pour les thermiques. L'Audi A4

deviendra donc A5 pour laisser la place à une future A4 e-tron que l'on ne découvrira pas avant 2026. Elle qui aura tant à face aux Mercedes EQA berline et BMW Neue Klasse. Le Q8 thermique actuel deviendra Q7 Sportback tandis que le Q7 aura droit à un restylage pour perdurer jusqu'en 2026... tout comme l'A3 qui aura sa traditionnelle mise à jour de mi-mandat. Autre modèle qui changera de nom : l'A6, qui deviendra A7 en 2025 avec ses versions Sportback et Avant. Mais la grande nouveauté sera surtout la toute nouvelle gamme "6" avec les A6 e-tron Avant et Sportback accompagnées du Q6 e-tron. Ces modèles là reposent sur la plateforme PPE partagée avec Porsche, qui l'utilise déjà sur le tout nouveau Macan électrique.

PORSCHE BOXSTER ET 996

Voici à quoi ils auraient pu ressembler à leur lancement...

Si aujourd'hui le constructeur automobile est l'un des plus rentables de la planète, il y a plus de trente ans, Porsche n'était pas en grande forme. C'est entre autres le Boxster qui lui a sauvé la mise. Retour sur les 911 et Boxster qui auraient pu naître sous le crayon de Bertone. Au début des années 1990, la marque Porsche n'est pas au mieux de sa forme. Elle doit songer à un produit inédit complémentaire à la 911 capable de lui amener une nouvelle clientèle. Ce sera le rôle assigné au Boxster de type 986 qui sera lancé en 1996. Ce n'est pas une mince affaire que de réinventer la marque, aussi afin de mettre toutes les chances de son côté, la firme de Stuttgart fait appel à des consultants extérieurs pour multiplier les propositions. C'est ainsi que l'émérite carrossier italien Bertone fut sollicité. La célèbre offi-



cine turinoise cogita également sur la Porsche 911 de type 996. Voici les prototypes étonnants qui furent réalisés.

Un Boxster un peu Ferrariisé...

Si la silhouette générale du Boxster esquissée par Bertone ne semble pas trop éloignée – hormis le bouclier avant un peu trop nervuré – de celle que Porsche dessinera dans son centre de style puis produira en série l'on ne peut pas en

dire autant de son projet de 911. Ce dernier évoque de profil davantage une Ferrari Maranello ou encore une Peugeot 406 Coupé qu'une 911. Tandis que les grilles au bas du bouclier avant ont clairement tendance à accentuer le porte-à-faux avant. Alors qu'à l'arrière, nous sommes aux antipodes de l'univers Porsche avec un dessin qui fait penser à une implantation du moteur à l'avant.

Bertone, un consultant très prolifique

Pour autant, pour cette 911 d'inspiration italienne, le thème des projecteurs plutôt complexe et qui sera repris sur la 996 de série est déjà présent. Notez aussi sketches design à l'appui, les nombreuses propositions faites par Bertone fonctionnant à chaque fois par paires avec une cohérence formelle du duo 911/Boxster.

BNP Paribas touchée par une grosse panne informatique hier : les cartes et paiements ne fonctionnent plus

La banque BNP Paribas est frappée par une énorme panne informatique mardi. L'incident empêche des milliers de clients de retirer leur argent ou de payer à l'aide de leur carte bancaire. La panique est totale ou presque pour de nombreux clients de BNP Paribas. La banque française est touchée ce mardi 5 mars 2024 par une très grosse panne informatique. Elle est ô combien problématique en ce qu'elle empêche les clients d'utiliser leur carte bancaire en ligne ou en point de vente, ou même d'effectuer des retraits au distributeur. Que se passe-t-il ?

« Paiement refusé, cartes inexistantes sur mon compte » ; « paiement par carte ou retrait impossible » ; « mes paiements en carte sont refusés, chez Picard notamment, et je ne suis pas la seule selon l'hôtesse de caisse » : les témoignages sur les réseaux et les sites de signalement affluent par centaines depuis ce matin.

Les paiements à l'étranger, pour les détenteurs de cartes bancaires BNP seraient aussi indisponibles, selon deux témoignages. Partout en France, les consommateurs sont en plein désarroi. Pour beaucoup, il est ce mardi impossible de retirer de l'argent au distributeur et de payer avec sa carte bancaire en ligne ou dans un commerce physique. Des problèmes d'authentification sur l'application mobile et le site web sont aussi signalés.

Une panne informatique ou une cyberattaque ?

Pour le moment, le groupe BNP Paribas reste relativement silencieux, celui-ci se contentant d'inviter ses clients à contacter sur les réseaux sociaux le service client de la banque, pour livrer des réponses au cas par cas. Pendant ce temps, les clients déplorent pour certains un service client « inexistant ».

Cette panne générale pose bien des soucis, et sa cause interroge. Si une panne informatique est avancée comme motif par un conseiller que nous avons pu contacter, rien n'est encore certain à ce stade. Des clients redoutent une attaque informatique, les banques étant particulièrement touchées ces dernières semaines par les cybercriminels.

POUR OBTENIR 128 MILLIONS \$ D'INDEMNITÉS DE DÉPART Les anciens cadres de Twitter inculpent Elon Musk

Quatre anciens dirigeants de X.com, anciennement Twitter, portent plainte contre l'entreprise et son propriétaire, Elon Musk. Ils réclament un total de 128 millions de dollars d'impayés, et accusent le milliardaire de les avoir licenciés sans raison valable.



Juste après avoir racheté la plateforme pour 44 milliards de dollars, Elon Musk a mené une immense vague de licenciements, affectant 1 employé sur 2. Il s'est également débarrassé des dirigeants de la firme pour « négligence grave et faute intentionnelle ». Selon Parag Agrawal, Vijaya Gadde, Ned Segal et Sean Edgett, les anciens P.-D.G., directeur juridique, financier et conseiller général de Twitter, l'homme d'affaires a « manigancé » leurs départs pour éviter de déboursier des millions de dollars. Aucun exemple de faute de leur part n'aurait été indiqué lors de leur remerciement.

Elon Musk aurait inventé des fautes graves pour ne pas payer d'indemnités

« Le prétendu licenciement des plaignants était une imposture destinée à priver les plaignants de leurs indemnités », dénonce la plainte, déposée auprès d'un tribunal fédéral de Californie. Ainsi, les quatre hommes affirment qu'en vertu d'un plan de départ vieux de plusieurs années, l'entreprise leur doit un an de salaire ainsi que des actions. Au total, 128 millions de dollars devraient être répartis entre eux, dont plus de 57 millions pour Agrawal. Les anciens dirigeants estiment qu'Elon Musk, furieux d'avoir été

contraint de finalement compléter l'acquisition de Twitter, a souhaité économiser le plus d'argent possible, au détriment des personnes évoluant au sein de l'entreprise. Pour rappel, l'entrepreneur s'est rétracté quelques semaines après avoir annoncé son intention de racheter le réseau social, mais a été contraint de s'exécuter par la justice américaine. L'année dernière, un ancien responsable des ressources humaines de Twitter a déposé un recours collectif accusant l'entreprise de ne pas avoir versé les 500 millions de dollars d'indemnités de départ au personnel licencié. La justice a toutefois tranché en faveur de la plateforme.

X.com accumule les impayés

Trois ex-dirigeants de Twitter avaient déjà intenté une action en justice contre la société, l'accusant de refuser le remboursement de frais liés à des enquêtes fédérales. D'après la plainte la plus récente, Elon Musk a transformé le réseau social en une entité surfant sur l'illégalité, citant notamment les nombreuses factures impayées de la firme. « Musk ne paie pas ses factures, pense que les règles ne s'appliquent pas à lui et utilise sa richesse et son pouvoir pour écraser tous ceux qui ne sont pas d'accord avec lui », dénoncent-ils. Pour l'heure, X.com n'a pas souhaité émettre de commentaire.

Comment Google Assistant va bientôt répondre aux appels téléphoniques à votre place

Google vient de déployer diverses nouveautés concernant sa gamme Pixel. Les Pixel Phone se dotent notamment d'une nouvelle fonction, qui permet à l'utilisateur de laisser Google Assistant répondre à un appel entrant... à sa place.

Google vient d'annoncer une nouvelle salve de fonctionnalités à venir pour sa gamme de produits Pixel. Cela passe notamment par de nouvelles fonctionnalités de santé pour les montres Watch, ainsi que des outils de productivité pour la tablette Pixel. Mais la famille Pixel Phone n'est pas en reste, avec une optimisation du mode « Call Screen ».

Et si vous laissiez Google Assistant répondre à votre place ?

« La fonction « Call Screen » s'améliore encore et peut désormais aider à démarrer un appel lorsque l'appelant est indisponible », indique Google. Concrètement, cela permet de répondre virtuellement à un appel entrant, en faisant appel à Google Assistant.

Pour Google, il s'agit donc d'optimiser une fonctionnalité déjà disponible, avec un nouveau bouton « Hello » qui permet au système de converser avec l'appelant. L'IA va notamment demander à ce dernier pourquoi il cherche à nous joindre, et il est possible d'entendre sa réponse en temps réel. Si la raison de l'appel est valable, libre à l'utilisateur de reprendre le contrôle de la conversation. Si ce n'est pas le cas, il peut laisser l'IA terminer l'appel.

Du nouveau aussi pour Instagram

Une option permet également de demander à l'appelant d'attendre un peu, si vous ne pouvez pas encore décrocher le téléphone (si on a les mains mouillées par exemple). En plus de la conversation en temps réel, l'outil enregistre les transcriptions des échanges, afin de permettre à l'utilisateur de les consulter à sa guise a posteriori. Google précise toutefois que cette nou-



velle fonctionnalité ne sera pas disponible sur tous les Pixel Phone. Il faudra en effet être le propriétaire d'un Pixel 6 (ou d'un modèle supérieur) pour en profiter. Par ailleurs, l'option n'est proposée qu'en anglais à l'heure actuelle, et sur le territoire américain.

Par ailleurs, Google indique qu'une récente mise à jour permet désormais de capturer et partager du contenu vidéo en HDR 10-bit directement sur Instagram, pour créer des Reels de qualité, sans oublier des photos en Ultra HDR.

Mots fléchés

On y cultive des légumes		Allongear		Contrat de travail		Poids à jeter		Qui viennent du dehors		Cercle lumineux		Elles sont souvent rondes	
Ennuyeux		Prendraient en main		Affluent du Rhône		Au bout du chemin				Héros de Jarry			
										Champ de chaumes			
De la colère pour Steinbeck								Trois fois				Aluminium	
Égaré								Soleil divin					
					Réactif de Cleland	Soutien de table							
						Souvent payants							
Chamois des Pyrénées								Rond de sein					
Boisson apéritive								Dépasse les bornes					
								Vaut rien				Complète-ment	
Erbium				Déesse du mariage	Écorce de chêne			Patrie de Zénon					Éminence charnue
Son symbole chimique est Sn					Lettres pieuses			Rounds					
						Buste					Qualité française		
						Prend sa source au Liban					Né de		
Obtempéré	Ville du Puy-de-Dôme							Beau coin					
	Langage incohérent							Rivière du Congo					
				Fatigué						Placé chez le notaire			
Révolutions					Très coûteuses								
Bonne adresse					Données au départ								
				Affluent du Danube				Pronom personnel		Boeuf sauvage			
				Prénom anglais				Préfecture du Gard		Habit de cérémonie			
Symbole chimique de l'argent		Vives									Poisson rouge		Stérilisé
		Appauvrissement du sang								Singea			
		Rhénium											
Embellis						Célèbre dépêche				Poèmes lyriques			
Auteur du Juif errant						Échappée nocturne							
				Fleuve d'Irlande				Fruit sec					
				Abattra				Panégyrique					
Paresseux		Mouche glossine								Baudets		Travaux public	
		Mer fermée en Asie										Marché anglais	
					Autour de vous		Région en Allemagne						Il éloigne les démons et vampires
					Dix outre-Manche		Distinction anglaise						
Au milieu de la raie							Rêvai						
Adiré													
						Porte-fleur				Paresseux			
Grands cervidés						Filet pour envelopper les cheveux							

Facebook, Messenger et Instagram paralysés par une panne mondiale

Il est actuellement impossible d'utiliser les réseaux du groupe Meta. L'entreprise dit travailler au rétablissement de ses services. En ce mardi après-midi, les utilisateurs d'Instagram et Facebook ne peuvent plus profiter de leurs réseaux sociaux. Sur Facebook, il est actuellement impossible de se connecter. Sur Instagram, différents internautes ont signalé l'impossibilité de rafraîchir leur fil d'actualité. Seul WhatsApp semble être en mesure de fonctionner. Sur le site Downtdetector, où les internautes peuvent signaler des pannes de services en ligne, on peut voir que les applications Facebook, Messenger et Instagram sont en haut du classement. Plus de 300.000 signalements ont été reçus pour Facebook, sur la version américaine, en moins de 30 minutes.



PÉTROLE:

Le Brent frôle les 83 dollars à Londres

Les cours du pétrole évoluaient en petite hausse mardi, après la prolongation des coupes de productions décidée par l'Opep+, malgré l'incertitude entourant les réductions des taux d'intérêt américains et la demande chinoise.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mai, prenait vers midi 0,13% à 82,91 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en avril, gagnait quelque 0,01% à 78,75 dollars après avoir perdu un peu de terrain. Cinq pays membres de l'Opep et trois nations parties à l'accord Opep+ se sont engagés dimanche à maintenir une production réduite jusqu'à la fin du mois de juin.

Toutefois, l'attention des investisseurs est focalisée sur l'incertitude autour des réductions de taux d'intérêt aux Etats-Unis, alors qu'ils craignent que l'objectif de croissance de 5% fixé par la Chine pour 2024 ne soit trop ambitieux, selon des analystes. La Chine a en effet annoncé mardi viser une croissance d'environ 5% en 2024, l'un de ses objectifs les plus modestes depuis des décennies mais sans doute difficile à atteindre car la deuxième économie mondiale peine à se relancer depuis les années Covid.

ALGÉRIE-MAURITANIE

Entretien téléphonique entre Tebboune et El Ghazouani

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a eu un entretien téléphonique avec son frère le président de la République islamique de Mauritanie, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, lors duquel il lui a renouvelé ses félicitations pour l'adhésion de son pays au Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), indique mardi un communiqué de la Présidence de la République.

« Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a eu un entretien téléphonique avec son frère, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, président de la République islamique de Mauritanie, pays frère, lors duquel il lui a renouvelé ses félicitations pour l'adhésion de son pays au Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), et lui a adressé ses remerciements pour la présence distinguée de la Mauritanie aux travaux du 7e Sommet », lit-on dans le communiqué.

A cette occasion, le président de la République « a informé son frère le président mauritanien de la réunion maghrébine tripartite qui a réuni les présidents algérien, tunisien et libyen à l'issue du 7e Sommet du GECF, tenu à Alger », ajoute la même source.

Le président de la République a également « examiné avec son frère le président mauritanien, président en exercice de l'Union Africaine, des questions africaines d'actualité », conclut le communiqué.

ALGÉRIE

Le Président Tebboune et l'autonomie stratégique

L'Algérie est de retour. Cette affirmation souvent brandie n'a jamais pris autant de consistance que lors des années de la Présidence Tebboune. Au fil des mois, la voix de l'Algérie a pris des décibels, sa diplomatie est devenue plus agressive et sa proposition internationale plus marquée.

L'Algérie de retour est une Algérie qui dérange. Cette autre affirmation est vraie. L'une ne va pas sans l'autre. Dans l'illusion de puissance dont s'est gargarisé l'ancien Régime, durant deux décennies, la réalité brutale des rapports de forces internationaux était en défaveur d'une éclosion d'une Algérie audible, visible et patriotique. Alger avait fini par être un petit dragon en papier, tout juste bon à gesticuler et à s'auto-bercer d'un lapsus de grandeur.

Depuis l'avènement de « l'Algérie Nouvelle », épousant le style volontairement cassant d'un Président de la République, ferme sur les principes, courageux sur ses positions et pragmatique dans ses actions, la diplomatie algérienne a cassé le carcan de l'immobilisme. De réactive, elle est devenue proactive, sans se soucier sur le « qu'en dira-t-on », car, à force de caresser le poil des puissances occidentales et orientales, l'Algérie n'a eu ni les IDE, ni les engagements, ni la reconnaissance, ni les alliances stratégiques et encore moins, disons-le, le respect qu'elle mérite en tant que Nation.

Certes, certaines critiques ont fusé. Epidémique. Nerveuse. Frontale. La diplomatie présidentielle n'a pas été comprise

dans son essence et encore moins dans sa vision à long terme. A l'heure de l'affirmation de puissance, où jouer du muscle est devenu une nécessité et non une posture, défendre la survie d'un pays, sa souveraineté et sa marge de manœuvre n'est pas une partition aisée.

Du Sommet arabe, au Forum international du gaz, en passant par les nombreux événements internationaux, même sportifs tels les JM ou le CHAN, tous ces épisodes n'ont été que des haltes pour marquer la différence géométrique et resituer l'Algérie sur la carte du Monde. Et plus, l'Algérie a reconquis son espace vital, plus l'adversité montait en hostilité à l'égard de notre pays et de son Président. Un leader qui a accepté le déséquilibre pour imposer sa vision. Car comme le disait, précisément, une romancière marocaine : « la diplomatie échoue toujours lorsque le rapport de force est équilibré. On n'a jamais vu un plus fort accepter les propositions diplomatiques de l'autre ».

Cette adversité externe, relayée par les tenants de l'inertie en interne, ces fameux lobbys et groupes de pression, qui ne veulent pas voir un seul chantier entamé ou achevé, une seule réforme réussie, aucun changement acté et aucune dynamique engagée. Ils veulent juste l'immobilisme et surtout que l'Algérie se contente du strapontin que lui offre la géopolitique mondiale, sans piper mot, sans protester et encore moins hausser le ton.

Faire reculer les frontières du possible en relations internationales exige un certain doigté et une forte dose de bravoure. Aller

contre le Mainstream qui protège l'entité sioniste, au nom de la préservation de l'humain en Palestine, est une manière de ne pas renier notre ADN révolutionnaire fondé sur la liberté et la justice. Tenir la dragée haute à l'ONU à ceux qui nous demandent de nous taire -pour notre propre intérêt- est un acte de défiance à l'égard de la diplomatie asymétrique. Etre fort qu'avec les forts est devenu un credo assumé.

En définitive, le Président Tebboune n'a jamais été à la recherche du prestige international de façade, mais possède un seul fil conducteur. Un seul marqueur qui apparaît maintenant au grand jour : l'autonomie stratégique de l'Algérie. Une quête d'autonomie stratégique constante dans l'énergie, l'alimentaire, l'hydrique, le militaire, l'industrie ou l'infrastructure. Dans le monde mouvant actuel, un Etat qui a une constitution, un drapeau et des frontières n'est pas complètement à l'abri de la disparition. Un peuple qui ne peut avoir sa propre nourriture, son eau, ses ports, son rail, son minerais, sa défense et sa propre capacité innovante, ne peut survivre en tant qu'entité. Et l'activisme diplomatique du Président Tebboune n'a été guidé que par cette obsession de mettre à l'abri les deux: le peuple et l'Etat algériens. Pour que l'Algérie complète les attributs de son indépendance et se suffise à elle-même. Loin de toute pression ou chantage. Loin de toute servilité ou vassalité. Quitte à être sur un fil tendu. Le respect est à ce prix.

APS

« EL-MOUGGAR-2024 »

Coup d'envoi de la manifestation à Tindouf

Le ministre du Commerce et de la Promotion Des exportations, Tayeb Zitouni, accompagné de Lemrabott Ould Benahy et Abi Bacharami Ammar, respectivement ministre mauritanien du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et du Tourisme, et ministre sahraoui du Commerce, a donné hier mardi, le coup d'envoi de la 12ème édition de la manifestation économique internationale « El-Mougggar-2024 », qu'abrite Tindouf. La manifestation économique, qui

s'étalera sur quatre jours, est organisée par l'Agence Nationale de Promotion du Commerce Extérieur (ALGEX), en coordination avec les services de la wilaya de Tindouf, est retenue au titre de la stratégie de l'Etat tendant à booster les efforts de développement économique et la diversification des revenus du pays, constitue un espace idoine pour consolider la position économique du pays en Afrique, dont les pays du Sahel, à la faveur de la commercialisation des pro-

duits algériens sur le marché africain. Coïncidant cette année avec le lancement des projets promoteurs de développement dans la région, à savoir le mégaprojet industriel d'exploitation du gisement de Gara-Djebilet et la ligne ferroviaire, cette manifestation connaît comme à chaque année une forte participation des entreprises économiques nationales et étrangères et des promoteurs économiques et commerciaux algériens aux côtés de leurs homologues africains.

Cette rencontre économique devra être mise à profit par les participants pour promouvoir les produits algériens exportables, tisser de nouvelles relations commerciales et conclure des conventions de partenariats et d'investissement entre les participants, algériens et africains. La manifestation permettra de hisser la wilaya de Tindouf au rang de pôle économique et commercial par excellence et d'impulser la dynamique commerciale dans la région.

ALGÉRIE TÉLÉCOM-ALGÉRIE TÉLÉCOM SATELLITE

Signature d'une convention-cadre

Une convention-cadre a été signée, mardi, entre Algérie Télécom (AT) et Algérie Télécom Satellite (ATS), scellant l'engagement des deux entreprises à collaborer étroitement pour le développement de la connectivité dans le pays et la modernisation des infrastructures de télécommunications, indique un communiqué d'AT. La cérémonie de signature s'est déroulée

au niveau de la Direction générale d'Algérie Télécom, en présence du Président-directeur général d'AT, Adel Bentoumi, et son homologue d'ATS, Yassine Sellahi, ainsi que des cadres des deux entreprises. A cette occasion, les deux responsables ont exprimé « leur volonté mutuelle et leur engagement à renforcer la coopération entre les deux entreprises étatiques dans le but de proposer et offrir conjointement des services et des solutions de télécommunication de haute qualité », précise la même source. La convention inclut plusieurs volets visant à « promouvoir les services de télécommunication en Algérie, notamment la mise en place d'offres professionnelles, l'intégration de solutions technologiques performantes et la modernisation des infrastructures de réseau au profit des clients B2B ».